



## Phénomènes émergents liés aux drogues

## Tendances récentes sur les usages de drogues à Lyon en 2018

Tendances récentes et nouvelles drogues



Nina Tissot  
(RuptureS-Oppelia)

# SITE DE LYON

## RAPPORT TECHNIQUE – Observations 2018

Rédactrice du rapport : Nina TISSOT – Coordinatrice.  
Juin 2019

*Le présent rapport est un rapport intermédiaire de site, rédigé en alternance avec le rapport complet paraissant tous les deux ans. Il ne reprend donc pas l'ensemble des éléments portés à la connaissance du dispositif mais fait le point sur les données les plus significatives en matière d'évolution des usages de produits psychoactifs au sein des populations et des espaces observés par TREND.*

*Pour la description du dispositif et de la méthodologie, se reporter au précédent rapport de site (Observation 2017).*

## Table des matières

Contributeurs au site TREND en 2018 : .....	4
TRAFICS.....	5
Rappel des données au niveau national.....	5
Trafic au niveau régional.....	6
Cannabis .....	6
Cocaïne.....	8
Héroïne .....	10
Autres produits.....	10
Organisation du trafic local (région lyonnaise).....	11
Les lieux de revente urbains.....	11
Stratégies d'adaptation des réseaux.....	13
Technologie cryptée :.....	13
Concernant les armes.....	14
Des stocks restreints.....	15
L'autonomisation des réseaux.....	15
ESPACE URBAIN.....	17
Les usagers en grande précarité à Lyon : synthèse des espaces et des usages.....	17
Les jeunes et très jeunes usagers sur l'espace public.....	18
Entre les jeunes et les adultes migrants : les MNA.....	21
Le Lyrica.....	23
Population géorgeophone.....	23
ESPACES FESTIFS.....	25
Situation générale.....	25
Chemsex .....	26
Les soirées/les usagers/les pratiques.....	26
Les produits :.....	28
Approvisionnement.....	29
Dommages et accompagnement.....	32
Les festivals.....	36
Les clubs.....	37
Les squats.....	39
Point spécifique achat/revente en espaces festifs :.....	40
Usage de drogues en prison.....	42
Consommation et travail.....	44
APPROCHE PAR PRODUIT.....	45
COCAINE.....	45
Usagers.....	45
Prix/marché.....	47
Dommages.....	48
AUTRES PRODUITS avec points d'évolution :.....	49
Kétamine.....	49
Cannabis .....	49
Prégabaline/Lyrica.....	50
Ecstasy.....	50
Skénan.....	50
Autres médicaments :.....	51

Tramadol.....	51
Méthylphénidate .....	51
Protoxyde d'azote.....	51
Nouveaux produits de synthèse.....	51
3MMC.....	51
Autres produits.....	52
Point sur les analyses SINTES et CCM.....	53
Points spécifiques sur les troubles liés aux consommations et difficultés de prises en charge.....	55

## Contributeurs au site TREND en 2018 :

### Responsables d'observation :

- Maÿlis Couquet / Théo Lemoalle-Pène : responsables d'observation festif commercial
- Yanis Bediat, Alexina Conte : responsables d'observation festif alternatif urbain (squats)
- Stephen Karon, responsable d'observation Chemsex/Slam
- Caroline Loth responsable d'observation urbain sur une partie de l'année 2018

### Contributeurs associatifs :

Associations d'Auto-support en milieu festif sur la région : Keep Smiling et CheckPoint  
Association Avenir Santé (Lyon)  
Association AIDES Lyon et AIDES Annemasse  
13 CAARUD de la région  
Samu Social (Lyon)

### Groupe Focus Sanitaire

8 CSAPA (dont pénitentiaire) (Croix-Rousse, HEH, Lyade-Lyon, Lyade-Venissieux, Oppelia-ARIA Griffon, Oppelia-ARIA Jonathan, Anpaa Villeurbanne, CSAPA maison d'arrêt Lyon-Corbas),  
1 équipe mobile en addictologie (Oppelia-Griffon)  
4 ELSA (Porte du Sud, Vinatier, HEH, Croix-Rousse)  
le CEIP de Lyon  
3 CJC (Lyade, Anpaa, Oppelia)  
2 services des Urgences Hospitalières (HEH somatiques et psychiatriques).

### Groupe Focus Application de la loi :

Parquet de Lyon  
Section recherche de la gendarmerie  
Gendarmerie départementale et service de prévention  
Sûreté départementale du Rhône  
Police Scientifique Ecully  
Police judiciaire  
Douanes.

### Collecteurs SINTES 2018 :

- 13 équipes de CAARUD
- Keep Smiling et CheckPoint
- CEIP de Lyon et CEIP de Grenoble
- 7 praticiens de CSAPA
- équipes de AIDES Lyon et Annemasse
- Collecteurs occasionnels

## TRAFICS

### *Rappel des données au niveau national*

Données de l'OCRTIS concernant les saisies sur l'année 2018 pour la France :

**Cannabis** : 115 tonnes (+31 % par rapport à 2017), dont 85 tonnes résines et 30 tonnes d'herbe (soit une part de l'herbe à 26 %, contre 6 % en 2012)

Plants de cannabis saisis : 138561.

**Cocaïne** : 16,4 tonnes (17,5 t en 2017)

**Héroïne** : 1,1 tonne en 2018 (658kg en 2017).

Il nous faut nécessairement indiquer la problématique « chiffres/mesure du trafic » et leur non-corrélation systématique, souvent rappelée par les professionnels du champ. De fait, une seule affaire peut considérablement augmenter les chiffres d'une année donnée, laissant faussement penser à une intensification du trafic voire à une explosion des usages, mais aussi également à une moindre présence du produit l'année suivante puisque les pourcentages décroîtront nécessairement en l'absence des volumes saisis l'année précédente. Ainsi pour la cocaïne, les saisies ont diminué au niveau national alors que la consommation ne cesse par ailleurs d'augmenter. Un intervenant du groupe focus loi rappelle également, à l'échelle locale, que « *sur l'ecstasy, [...] on a bondi de 1 731% et c'est ENORME, c'est sur UNE saisie. [...] c'est vraiment l'effet d'UNE affaire qui, en particulier, a entraîné cette hausse majeure.* », ou encore que « *Là, il se trouve qu'on a potentiellement une affaire de Ghb d'1 kg. Ce qui est énorme. [...] Donc, là, vous renversez toutes les statistiques* »

Cela est particulièrement vrai sur les NPS ou les drogues plus rares, type méthamphétamine. L'OFDT le rappelle également au niveau national, « *les saisies recensées par les services répressifs (police, douanes, gendarmerie) en France ne constituent qu'un indicateur partiel de l'offre de drogues illicites, parce qu'elles sont directement liées à l'activité des services concernés. La quasi-totalité des cas d'interpellations pour infraction à la législation sur les stupéfiants se traduit par une saisie. L'évolution du nombre de saisies est donc étroitement liée à l'évolution du nombre d'interpellations* ». Au nombre d'interpellations donc, mais pas nécessairement au nombre de consommateurs...

Au-delà de cette question, il nous semble néanmoins important de rappeler les volumes très conséquents de cannabis saisis au niveau national, incluant la percée de l'herbe qui se pérennise, « *volume record en 2017* » (20 tonnes contre 5 en 2013) et déjà dépassé en 2018 (30 tonnes) cela se constatant également à l'échelle locale (cf. plus loin).

« *Les volumes d'herbe (23% des saisies de cannabis en 2017, contre 10% en 2013) et de plants de cannabis (près de 140.000) interceptés par les forces de l'ordre (douanes, gendarmerie, police) témoignent de la place grandissante de l'herbe sur le marché français du cannabis. Même si celui-ci reste dominé par la résine, l'herbe semble désormais répondre à une demande des consommateurs, en particulier parmi les plus jeunes* » (OFDT)

*« Aujourd'hui, les saisies de résine de cannabis et d'héroïne en France comptent parmi les plus importantes d'Europe de l'Ouest, en volume comme en nombre de saisies. » (OFDT)*

## **Trafic au niveau régional**

Nous notons l'an dernier que l'agglomération lyonnaise était un axe particulièrement important de transit et de relais pour le trafic de stupéfiants (du fait du fort réseau (auto)routier, et des axes nord-sud, sud-nord, et est-ouest, cf. rapport 2018), une grande partie des produits saisis et en circulation n'étant pas à destination du marché lyonnais. Mais l'agglomération lyonnaise est aussi une région de destination importante, particulièrement pour des produits comme le cannabis et la cocaïne.

## **Cannabis**

La région Auvergne Rhône-Alpes connaît de nombreux réseaux implantés sur plusieurs villes (notamment Lyon, Saint-Étienne, Grenoble, Clermont-Ferrand, et le Nord-Isère (Villefontaine et environs), qui alimentent un marché local en cannabis, herbe et résine.

*« On a aujourd'hui des renseignements qui nous parviennent, on voit aujourd'hui des équipes qui peuvent importer [...] 1 à 2 tonnes par mois » (focus loi)*

L'herbe semble prendre de plus en plus le pas sur la résine dans les saisies, chaque service d'application de la loi le constatant à son niveau, mais rappelons ici encore les biais possibles dans la mesure des tendances, qui ont également à voir avec les modalités de transport et donc d'interpellation. Un responsable des douanes indique ainsi que l'herbe est plus facile à intercepter que la résine sur le marché extérieur et se rend ainsi d'autant plus visible, même si l'on peut constater également son augmentation sur le marché local.

*« on fait beaucoup d'herbe de cannabis, malgré tout sur du transit, c'est souvent de l'utilitaire, des petits camions, camionnettes, qui vont plutôt vers l'Europe de l'Est, ... qui sont plus faciles à prendre que le phénomène approvisionnement local, qui, lorsqu'il concerne des quantités importantes, se fait toujours sous la forme de convois. Donc, plus difficile à appréhender. Peut-être avec des quantités moindres. [...] Le marché domestique lyonnais est plus difficile à appréhender parce qu'ils nous connaissent plus et nos chiffres d'herbe de cannabis concernent quand même essentiellement le marché extérieur. Par contre, lorsque l'on fait du local, c'est du mixte souvent : herbe ET résine. Alors qu'avant, c'était QUE résine. » (focus loi)*

Les zones de production de cette herbe sont diverses, qu'elle provienne d'autres pays (Espagne, Maroc, Pays-Bas) ou soit produite localement.

Nous évoquons l'an dernier cette production d'herbe sur le territoire espagnol via des cultures indoors (cf rapport 2018), clandestines ou officielles mais dont la production est détournée pour alimenter le marché français, phénomène qui se poursuit cette année.

*« Alors, c'est des hangars de production qui sont vraiment destinés à ces consommateurs, qui font partie d'associations de consommation...[...] Mais après, les producteurs détournent... détournent. Et on a notamment, dans le Nord de l'Espagne, une communauté des gens du voyage, qui fabrique mais qui détourne la production. Enfin, qui fabrique une partie de la production pour alimenter le marché lyonnais. Enfin, le marché lyonnais et... plus grand... enfin, la France en général » (focus loi)*

*« Avant, les trafiquants se rendaient en Hollande pour acheminer de l'herbe de cannabis sur la région lyonnaise, aujourd'hui, l'herbe de cannabis, elle provient essentiellement d'Espagne.. parce que déjà, moins de route... et des tarifs à la revente qui génèrent un profit... un profit énorme. De 2000 € achetés en Espagne, on passe à une revente à 4 000 – 4 500 € le kilo. » (focus loi)*

*« Moi, j'ai du mal à penser que la production espagnole à elle toute seule soit à l'origine de ce que l'on saisit. Il doit y avoir une herbe de cannabis qui arrive du Maroc ». (focus loi).*

Le Maroc semble en effet produire de plus en plus d'herbe avec des variétés directement sélectionnées pour ce marché européen spécifique, variétés au dosage particulièrement élevé en THC telles qu'on les connaissait historiquement plus spécifiquement aux Pays-Bas.

Mais depuis quelques temps c'est également une production locale qui apparaît de plus en plus utilisée pour l'approvisionnement régional, dans des installations à plus ou moins grande échelle (nous le notions déjà dans le rapport 2018).

*« On peut remarquer, même si c'est épisodique, c'est quand même une lente montée en puissance de la production locale franco-française aussi. Avec [...] le phénomène des Fermes de Cannabis qui se met en place peu à peu. Voilà, sur l'herbe ou la résine, où pour nous, les choses sont en évolution, sont PLUS qu'en évolution, ABSOLUMENT en évolution. » (focus loi)*

Cette production peut être localisée en zone rurale ou semi-rurale à proximité directe des villes, et servir à alimenter à la fois un marché très local et rural (où l'herbe est plus appréciée que la résine et où les acheteurs préfèrent s'en référer à un réseau de proximité et ainsi éviter l'approvisionnement à la ville et notamment en cités). Mais cette production peut également servir à alimenter des réseaux de revente implantés en cités, qui proposent de plus en plus souvent de l'herbe également.

Les installations peuvent être à plus ou moins grande échelle nous le disions (hangars désaffectés avec un ou deux milliers de pieds) mais aussi plus restreinte chez des particuliers qui profitent de leur connaissance de la culture du cannabis et de l'espace (intérieur ou extérieur) disponible de leur domicile pour s'engager dans cette activité de revente, et parfois, selon certains informateurs, en lien avec un réseau de trafiquants qui peut proposer directement de payer le matériel de culture (en général sous réserve d'exclusivité d'achat de la production ensuite).

Enfin, la voie postale est également indiquée comme de plus en plus utilisée pour acheminer de l'herbe de cannabis en provenance d'autres pays, notamment ceux dans lesquels elle est licite.

*« On commence à voir arriver de l'herbe des Etats-Unis ou du Canada, par fret.. par voie postale... et ça, on en voit de plus en plus. Et pas sur des petites quantités, puisque la dernière fois, c'était à 10 kg, donc ça commence à faire. Et là, y a un effet marché-qualité qui se met en place, que ce soit des achats sur le Darknet qui soient à l'origine de ce type de mouvement... » (focus loi)*

## **Cocaïne**

Nous avons dans le précédent rapport indiqué l'ampleur croissante du trafic de cocaïne, corrélée à la massification de son usage dans divers groupes de consommateurs.

En région AURA, la cocaïne arrive, est stockée, et circule via différentes modalités.

Si elle semblait historiquement redescendre du Nord de l'Europe, parfois en lien avec le marché parisien, elle arrive aujourd'hui clairement d'Espagne.

*« Il est clair que la saturation du marché parisien qu'on a rencontrée dans les années 2010, où on a vu énormément de cocaïne arriver, tend à s'étendre sur d'autres villes, dont la région lyonnaise. Nous, ce que l'on voyait essentiellement sur la cocaïne, c'était une provenance Nord de l'Europe, voire parisienne de par les arrivées sur les aéroports parisiens... effectivement, on voit poindre des remontées d'Espagne, où auparavant, le marché de cocaïne de la péninsule ibérique fournissait son propre marché et n'était pas forcément sur des axes de remontée vers nous puisqu'on avait notre propre approvisionnement par les ports d'Europe du Nord et par nos aéroports » (focus loi)*

*« On voit une diversification quand même des arrivées en matière de cocaïne et une remontée, effectivement, par le Sud, qui est atypique pour nous. Qui était atypique mais qui tend à se confirmer » (focus loi)*

Par ailleurs, la cocaïne arrive également directement par l'intermédiaire de mules en provenance de Guyane, qui une fois atterries à l'aéroport de Paris redescendent directement vers la région lyonnaise, notamment par voie ferroviaire.

*« ce qu'on voyait avant c'est des mules guyanaises qui arrivaient, restaient sur Paris, remontaient vers l'Europe du Nord ou partaient plutôt vers l'Ouest, les régions de Nantes et autres... Là, on commence à les voir arriver sur le sillon rhodanien. » (focus loi)*

Le laboratoire de Police scientifique d'Ecullly, spécialisé dans le profilage d'échantillon, est particulièrement sollicité à l'échelle nationale pour analyser cette cocaïne en provenance de

Guyane, et a ainsi vu la part de ce produit augmenter de 40% dans le total des analyses effectuées cette année.

Les saisies de cocaïne à l'aéroport de Saint-Exupéry sont également nombreuses, celles-ci pouvant être également en provenance d'Afrique de l'Ouest (en transit ici aussi), et transportée dans des valises, en ovule *in corpore*, et parfois même sous forme liquide.

Enfin, nous le notions déjà l'an dernier, les réseaux de trafiquants albanophones impliqués dans le trafic d'héroïne semblent avoir diversifié leur offre également sur la cocaïne, la proposant régulièrement à leurs clients. Un responsable policier indique que le phénomène n'est pas uniquement lyonnais, et peut par ailleurs fournir la région lyonnaise à partir d'autres régions de France.

*« Là, c'était une équipe de... enfin, une famille de [nom de la ville] qui était implantée en Belgique et qui approvisionnait en cocaïne la Norvège, la région lyonnaise, l'Angleterre... et on les a faits à Caen avec 51 kg de cocaïne, tout dernièrement. Et c'est des Albanais. »*

Une fois arrivée en grosse quantité sur la région, des entrepôts de stockage peuvent être nécessaires, de même que pour le cannabis, et certains de ceux-ci sont situés notamment en région lyonnaise et valentinoise. Valence est également une région de diffusion importante de la cocaïne, particulièrement semble-t-il du fait d'un lien facilité avec la Guyane et le Surinam de par l'implantation de communautés guyanaises et surinamaises dont certains membres peuvent, de par cette implication dans le trafic, générer des sommes d'argent qui seront renvoyées au pays pour aider financièrement le reste de la famille.

Notons enfin que la tendance pointée l'an dernier sur les taux de pureté extrêmement élevés de la cocaïne sont plus que jamais d'actualité, divers analyses d'échantillons collectés via SINTES (cf. plus loin), mais aussi des analyses de saisies, sont venues à nouveau le confirmer cette année.

*« Les derniers envois qu'on a fait en laboratoires, on obtient des taux alors entre 80 et 95%, et on a deux échantillons qu'on a envoyés la dernière fois où on a été au-dessus de 97%. »*  
(focus loi)

## Héroïne

Pas de phénomène notable concernant l'héroïne cette année, dont le marché est largement tenu par les réseaux albanophones (cf. rapport 2018 pour les aspects historiques et spécifiques à cette organisation). Ces réseaux se diffusent de plus en plus au reste de la région (en plus de Rhône, Ain, Savoie(s)) notamment en Auvergne (Clermont-Ferrand, Montluçon) ainsi que sur Grenoble où ils semblent prendre de l'ampleur. Le mode opératoire est similaire (cf rapport 2018), et une forme de concurrence entre réseaux entraînerait une baisse des prix, du moins en région lyonnaise (zip (de 5grammes) à 80 euros au lieu de 100 euros).

Avant d'arriver en France cette héroïne transite généralement par la Suisse ou l'Italie (notamment pour la région grenobloise) et par la route, donc un axe Est-Ouest, vis à vis duquel les douanes indiquent par ailleurs être moins actives que sur les réseaux Sud-Nord ou Nord-Sud et ainsi disposer de moins d'informations.

Lorsqu'il s'agit d'autres réseaux, la voie aérienne est également utilisée :

*« Un petit peu d'héroïne aussi, qui arrive de la Corne Est de l'Afrique, qui transite par Dubaï. Alors, là, par contre, on a un vol quotidien Dubaï, donc y a un potentiel sur l'arrivée, et plutôt sur l'héroïne effectivement. »* (focus loi)

Notons qu'à partir des chiffres transmis par l'OCRTIS concernant les saisis de moins de 5 grammes d'héroïne, le classement par département (nombres de saisies pour 100000 habitants) fait apparaître la Drôme en 3ème position (après le Nord puis le Doubs) et le Rhône en 8ème position. Cependant nous attirons ici encore l'attention sur ces chiffres qui ne reflètent que l'activité de la police, qui n'est pas représentative à elle seule des dimensions du trafic.

## Autres produits

Concernant la **méthamphétamine**, cette année encore, plusieurs kilos ont été saisis à l'aéroport de Lyon, mais vraisemblablement cette marchandise est à destination d'autres pays. *« On est pays de transit plutôt pour l'Espagne, parce que les productions sont plutôt sur le nord de l'Europe ou arrivées Asie du Sud-Est... »* (focus loi).

En effet il ne semble pas qu'il y ait un réel marché lyonnais pour ce produit, seulement quelques usages confidentiels pour certains groupes de consommateurs qui s'approvisionnent d'ailleurs plutôt sur Paris (milieu festif gay, entre autres).

## ***Organisation du trafic local (région lyonnaise)***

### **Les lieux de revente urbains**

Les différents espaces de revente de produits sont nombreux dans l'espace public, et sont de plus en plus « multi-produits ».

Ils peuvent être à proximité de lieu de stockage (des devantures ou halls d'immeubles à proximité d'appartements-nourrices) ou de lieu de consommation (clubs, bars, salles de concerts), dans des espaces fréquentés mais discrets (places, parcs, ruelles), dans des lieux de passage (métros), en centre-ville lyonnais ou villeurbannais, ou un peu plus excentrés (quartiers Mermoz, Duchère).

Certains sont organisés comme des « fours » : *«T'as un guetteur à l'entrée de la cité. Tu rentres dans une allée, t'as 3/4 revendeurs, ils barricadent avec des caddies au cas où y'ai les flics qui arrivent »* (usager)

Que ce soit en centre-ville ou dans des quartiers plus extérieurs, certains intervenants constatent une augmentation du nombre de ces lieux :

*« Ce qu'on voit également aujourd'hui sur la communauté urbaine de Lyon, c'est que les points de deal se sont multipliés à l'intérieur de Lyon. Donc, Lyon 7<sup>ème</sup>, Lyon 8<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> parfois sur certains petits immeubles, .. etc. [...] Ce qu'on voyait pas avant... »* (focus loi)

*« Sur la multiplication des fours, ben là, je suis entièrement d'accord,[...] Dernièrement, on travaillait sur Les Buers, sur UN four, et en fait, 100 m, 200 m avant, y en a un autre, quoi. [...] Y en a de partout »* (focus loi)

Selon le progrès du 10 janvier 2019, *« il y a un an, pour expliquer le classement en quartier de reconquête républicaine des Minguettes, les pouvoirs publics ont fait état d'une hausse de 43 % des trafics de stupéfiants et de 29% des ports d'armes. En 2017, 44 réseaux ont officiellement été démantelés »*.

Parfois ces espaces de trafics entraînent de nombreuses tensions avec les riverains (par exemple au Tonkin), notamment lorsqu'ils sont ostensibles (présence manifeste des revendeurs qui occupent l'espace et le mobilier urbain, ou installent le leur propre (table, chaise, canapé), occupent les lieux de passages (cages d'escalier)), quand dans d'autres espaces ils se font plus discrets ou semblent depuis longtemps intégrés au paysage de lieux déjà fortement fréquentés (Guillotière, rues ou places en Presqu'île), à la différence de quartiers plus résidentiels.

Si certains lieux sont plus spécifiques à un produit (souvent au cannabis, très localement aux médicaments (Subutex/Skénan) ou à l'héroïne), dans un grand nombre d'espaces de revente il apparaît au fil des années que le marché se spécialise de moins en moins par produit mais que les réseaux diversifient leurs offres et proposent de plus en plus fréquemment toute une gamme de produits. Ainsi la cocaïne accompagne désormais très fréquemment le cannabis ou l'héroïne, les ecstasy peuvent être présents sur des lieux de revente de cannabis, et parfois même d'autres produits « festifs » type LSD ou même dernièrement 3 MMC (cf plus loin) sont proposés par des revendeurs de rue en centre-ville, ou en cité.

Certains ont, de plus, particulièrement baissé les prix ces derniers temps, et les offres promotionnelles sont fréquentes, de même que les propositions de quantités importantes (centaines d'ecstasy) ou minimales (demi-gramme de cocaïne) afin de s'adapter au profil varié des acheteurs.

*« C'est l'endroit le moins chère de toute la ville. C'est impressionnant. Je touchais 3 cachets d'ecstasy pour 10€, les cachets ils faisaient 450mg . Donc en plus c'était des gros cachets [...] et il vendait 1 gramme de cocaïne 50 €. Et c'était de la pure qualité. Ils faisaient le demi gramme à 30 € et y'avait même des cristaux de MDMA à 30€ le gramme. C'était les prix les moins chères que j'ai eu et c'était un rapport qualité/prix époustouflant. Avec une régularité dans les produits. La cocaïne ils en avaient tout le temps, non stop, tous les jours. Le shit, la beuh pareil. Les cachet d'ecsta pareil. » (usager)*

Parfois certains lieux sont en fait investis par plusieurs revendeurs plus ou moins en lien les uns avec les autres, mais avec une organisation (ou absence d'organisation parfois) qui laissent penser pour les clients à un côté aléatoire des tarifs et des qualités selon « sur qui l'on tombe ». « les prix et les qualités peuvent être plus variables [...] il s'agit moins d'un réseau organisé mais de plusieurs petits spots localisés au même endroit (observateur).

*« 50 € le 1/2 gramme, 80€ le gramme [de MDMA]. Et des fois il essaie de le faire à 100, 110, en fait il teste. Mais si t'insistes à 80 il te le fait à 80. Ça peut arriver que j'vois un vendeur dans une allée qui me dise 60€ le 1/2 gramme, que je croise son collègue qui me dise 50. [...] J'ai eu 2/3fois de la coke vraiment très bonne, après j'y suis retourné c'était de la merde. Dans la même allée, ça changeait de qualité, d'une allée sur l'autre c'était pas la même. [...] Des fois tu vois le même type pendant un moment, des fois c'est d'autres. Y'a quand même 3, 4 gars réguliers. [...] Après la qualité, c'était pas relié à la tête du gars dans l'allée. [...] Des fois je voyais, j'allais dans une allée pour demander un sachet, ils allaient dans une autre allée pour le chercher. Des fois y'en a qui partaient en scooter ! Du coup, je me demandais s'ils allaient pas dans telle allée. Après ça se trouve, ils ont un appart' ils gardent tout dedans... [...] (usager)*

Enfin, nous pouvons constater également des formes de deal plus « indépendant », où les revendeurs se fournissent eux-mêmes via le Darknet notamment, et revendent leur marchandise dans divers espaces (festifs, groupes de connaissance élargis), en bénéficiant de

prix d'achat très bas qui leur permettent un bénéfice suffisamment intéressant en conservant un nombre réduit de clients. Cette activité peut être leur source principale de revenus (à laquelle s'ajoute parfois les minima sociaux ou le chômage), ou s'avérer complémentaire à une activité salariée par ailleurs.

Ces revendeurs opportunistes semblent notamment être ceux interpellés par les forces de police dans les espaces festifs ( pour l'Ecstasy/MDMA principalement), ce dernières indiquant ne faire que très rarement face à des trafics organisés pour ces produits.

### **Stratégies d'adaptation des réseaux**

Nous décrivions déjà dans le précédent rapport les techniques d'adaptation à la répression, qui continuent d'être adoptées par les trafiquants. Diversification des produits et des activités, utilisations d'armes, usages de technologie cryptées, limitation des quantités en circulation...à quoi s'ajoute un mode d'organisation beaucoup moins pyramidale mais au contraire plus dispersé et qui rend d'autant plus compliquées les investigations policières et judiciaires.

#### ***Technologie cryptée :***

*« Aujourd'hui, on assiste à une professionnalisation des malfaiteurs, qui communiquent par moyens cryptés, donc qui utilisent des techniques permettant de neutraliser les dispositifs techniques qu'on pourrait mettre en place. Et ça, de plus en plus, pratiquement systématiquement, les voitures sont passées à ce qu'on appelle « au dépoussiérage », ça veut dire qu'ils font passer des matériels techniques pour savoir si le véhicule serait balisé, et toutes les communications qu'ils peuvent avoir se font principalement sur Whatsapp, Imo, Messenger et puis par l'intermédiaire de téléphones cryptés » (focus loi)*

Ces téléphones cryptés qui peuvent s'acheter quelques milliers d'euros, vont même permettre aux trafiquants d'en effacer toutes les données à distance dans le cas d'une saisie. *« on voit : « Effacement des données », quoi, « En cours » ! Donc on aura même plus d'exploitation possible par la suite. »*

*- On a eu le cas, nous. On avait le téléphone dans la main et tout d'un coup, les données se sont effacées... » (focus loi)*

*« On a longtemps pu bénéficier des interceptions téléphoniques, aujourd'hui, c'est quelque chose qui ne marche plus, on ne fait plus de dossier là-dessus, c'est terminé ! Ils ne fonctionnent que par Whatsapp ! Qu'en l'état, nous, on est incapables de travailler sur Whatsapp, sur Telegram, » (focus loi)*

Il semble ainsi que les moyens de communication ne permettent que rarement aux forces de répression des trafics de mener leurs enquêtes, lesquelles continuent de travailler à partir de

balisages de véhicule, d'écoutes et de filatures, ce dernier moyen étant particulièrement coûteux, et les premiers de plus en plus détectés et neutralisés par les trafiquants (qui s'équipent de brouilleurs, et détectent plus facilement les sonorisations (micros) du fait de l'électronisation des véhicules récents laissant souvent apparaître un « défaut » à la suite de celle-ci qui peut susciter la méfiance des trafiquants) .

*« Il nous reste, en gros, les voitures avec les balises, surtout avec la PJ, c'est quand même globalement comme ça qu'on arrive le mieux à travailler, sachant...*

*- Qui sont détectées ou neutralisées !*

*- Donc finalement, il nous reste les bornes LAPI, en gros, pour arriver à détecter les convois. C'est à peu près là-dessus qu'on arrive finalement le plus à établir de choses » (focus loi)*

*« Je trouve que les investigations deviennent de plus en plus compliquées, et puis alors, en fait, en cités eux, ils ont même pas... ils ont ni voiture, ni le téléphone, ni rien, vu que tout le quartier est de toute façon dédié au trafic de stupéfiants. On est que sur de l'humain, donc, la seule chose qu'on peut faire, c'est éventuellement des surveillances, sachant que... sachant que ça demande des effectifs de dingue et puis qu'on est repéré, de toute façon, immédiatement puisque, de toute façon, tout le quartier est dédié, tous les gamins qui traînent, à prévenir et à s'assurer que le trafic puisse continuer » (focus loi)*

### **Concernant les armes**

Les armes, nous le notions l'an dernier, sont de plus en plus présentes dans les saisies en région, mais semblent néanmoins très peu utilisées, restant dissuasives plus que défensives ou punitives, et plus souvent utilisés entre bandes rivales qu'à l'encontre des forces de police.

*« Un phénomène aussi important, c'est que, si les armes sont très peu utilisées sur la région lyonnaise, pratiquement à chaque perquisition on trouve une arme, quoi. » (focus loi)*

*« Sur les présences d'armes, oui, moyens de protection, effectivement je confirme. Alors là, en l'occurrence c'est hier, on a eu des armes automatiques, on a eu des GPB (gilets pare-balles), c'est quasiment du systématique. Effectivement, je pense pas que ça nous soit destiné, hein, c'est pas destiné contre les forces de l'ordre, mais certainement contre des équipes autres, pour éviter, dans le jargon, un « carottage ». (focus loi)*

Néanmoins, sur la région grenobloise, les violences associées au trafic sont particulièrement importantes, beaucoup plus régulières et conséquentes qu'en région lyonnaise. Les armes y ont une place beaucoup plus manifeste, des règlements de comptes violents (« jambisation ») sont réguliers. La situation a conduit au déplacement du ministre de l'intérieur en septembre, et fait régulièrement les gros titres de la presse locale et régionale, à la fois concernant la violence du trafic mais aussi sa visibilité. Les vendeurs de drogues auraient ainsi « pignon sur

rue », et un article du Figaro du 27 septembre dernier affirmait : « *Comme des simples primeurs, ils s'installent alors sur les trottoirs. Par beau temps, comme ce mercredi midi, ils sortent les chaises, la table. La canette de coca est posée sur le mur et parfois, il y a même de la musique.* ». Il semble, selon la presse, que la région grenobloise ait un niveau de la délinquance générale plus de 50% plus élevé que dans les autres agglomérations de taille similaire, et que ce chiffre puisse en partie être imputable au trafic de drogue.

### ***Des stocks restreints***

Le fait de limiter les quantités transportées sur soi, présentes sur l'espace de revente ou encore dans les lieux de stockage intermédiaires (appartements-nourrices) apparaît comme une stratégie des trafiquants pour limiter les pertes en cas d'interpellation et de saisies, mais aussi pour limiter les peines judiciaires envers les personnes interpellées.

*« Sur les trafics de cité, effectivement, nous, quand on arrive sur les appartements-nourrices, en fait, ils se font livrer toutes les semaines, justement pour ne jamais avoir de grosses quantités. Parce qu'ils savent que c'est un raisonnement qu'a beaucoup la Justice, de se dire : « Ah, ben y a combien ? » et en fonction de « combien », quelle sera la peine ? » (focus loi)*

*« On sent que toutes les semaines, ils sont livrés » (focus loi)*

Les réseaux albanais fonctionnent de la même manière, *« ils sont interchangeables, ils ont leurs téléphones, c'est vraiment pareil, ils ont de faibles quantités sur eux. Ils ont bien compris la nécessité de ne pas en avoir trop sur eux » (focus loi)*

### ***L'autonomisation des réseaux***

Il semble que beaucoup de ceux-ci apparaissent comme de plus en plus dispersés (*« dilués », « éclatés »*), autonomes les uns des autres, et sortant de la logique d'organisation pyramidale telle qu'elle pouvait exister historiquement dans une majorité de réseaux.

*« On a une organisation qui est tout à fait étonnante sur les quartiers : Tonkin, La Duchère et maintenant Lyon 8<sup>ème</sup>, nous, on a un dossier Tonkin 1, Tonkin 2, Tonkin 3, Tonkin 4... on fait des vagues d'interpellations et le lendemain, le surlendemain, les appartements sont réquisitionnés par les types pour remettre en place le trafic » (focus loi)*

Cet état de fait met en difficulté les forces de police et de justice qui cherchent à atteindre une ou plusieurs « tête de réseau » en remontant les filières, *« pour que celui-ci prennent une grosse peine, mais en fait, c'est pas ça, ils ont chacun leur tour, sans qu'il y ait forcément... alors, parfois ils ont le même fournisseur mais pas forcément... en fait, tout est très dilué, en*

*fait, à l'image de la société d'aujourd'hui où, en fait, chacun fait un peu tout, selon les moments, selon les envies. Cette semaine-là, on trafique, la semaine d'après on va pas trafiquer parce qu'on a autre chose à faire et que quelqu'un nous remplace... » (focus loi)*

*« sur des tours comme Vénissieux, grosso modo, y a quasiment un gérant par rue de tour, ou par tour » (focus loi)*

Néanmoins des formes d'organisation par quartier perdurent mais avec des spécificités de structuration.

*« habituellement, les gens achetaient leur point de vente. C'est-à-dire, voilà, ils paient l'emplacement, à charge pour eux de faire venir leurs produits, de recruter leurs hommes de mains, qui vont vendre pour eux, qui vont sécuriser... Là, là, on a un nouvel... en tout cas sur Les Buers, a priori, c'est pas du tout ça. C'est-à-dire que la tête de réseau – sur le quartier en tout cas, parce que bien évidemment la tête de réseau n'est pas identifiée, c'est toute la difficulté – mais en tout cas, celui qui tient le quartier, il est tout simplement salarié. C'est-à-dire que le produit, il l'achète même pas. Le produit, on lui a mis à disposition. A charge pour lui de vendre la quantité et de faire son bénéfice sur ce qui a été vendu. Donc, bien sûr, il assure aussi le recrutement pour la vente, pour la protection, et quand tout ça est payé, voilà, il lui reste ce qu'il lui reste mais il est absolument pas... il paye pas le produit. C'est un salarié. Donc, c'est une structure qu'on avait pas. » (focus loi)*

Cette autonomisation des réseaux va de pair avec la multiplicité des produits revendus par un même réseau, nous l'évoquions précédemment (ce qui n'est d'ailleurs pas propre à la région lyonnaise, sur Clermont-Ferrand par exemple il apparaît qu'un même réseau revend en trafic de rue du cannabis, de l'héroïne et de la cocaïne), où les trafiquants vont également être de plus en plus « multiscartes » et diversifier leurs activités dans des domaines comme le vol et le recel, le cambriolage, et parfois le proxénétisme, en plus du trafic de stupéfiants.

# ESPACE URBAIN

L'espace public lyonnais étudié et les populations d'usagers qui le composent n'ont que très peu évolués sur l'année 2018. Nous ne redévelopperons pas ici les principales caractéristiques (espaces, usagers, consommations, cf rapport 2018), mais synthétiserons néanmoins les données actualisées. Puis nous axerons l'analyse plus spécifiquement sur deux groupes d'usagers : les jeunes usagers en précarité présents sur l'espace public, et les populations migrantes de l'EST, puisque c'est eux qui ont été l'objet des principales attentions des observateurs TREND cette année.

## ***Les usagers en grande précarité à Lyon : synthèse des espaces et des usages.***

Certaines places, les parcs et les abords des gares (points d'eau et toilettes publiques), les espaces à proximité de supermarché (manche et alcool bon marché), de centre de délivrance de traitement de substitution (rendez-vous médicaux et trafics) d'églises (charité pour la manche et parfois nourriture) et les rues commerçantes (propices à la manche), restent des espaces particulièrement investis par les usagers de drogues en grande précarité sur l'agglomération. Mais la fréquentation de l'espace public du centre-ville (Presqu'île, arrondissements alentours) par les usagers semble néanmoins aller en décroissant, du fait de la pression policière continue (délogement le soir, au petit matin ou en pleine nuit, contrôle des papiers, fouilles,) et parfois amplifiée du fait de l'actualité politique (activation plan Vigipirate, venue de personnalités (celle du premier ministre a conduit par exemple au délogement de la plupart des usagers faisant la manche et/ou dormant aux alentours de l'hôtel de ville durant tout un week-end).

Les squats semblent quant à eux également être de plus en plus situés à l'extérieur de Lyon (Francheville, Craponne...), que ce soit ceux investis par de jeunes usagers français (ou d'autres moins jeunes) ou par des usagers plus âgés en situation de migration notamment des pays de l'EST.

A ces populations, s'ajoutent les demandeurs d'asile de divers nationalités (beaucoup d'albanais), dont des familles entières (vivant dans des voitures sur des parking, sous des tentes) mais qui sont peu consommatrices de produits hors alcool, et des personnes beaucoup plus âgées avec parfois un passé de rue mais pas forcément actuellement, dont beaucoup sont issues de l'immigration maghrébine. Ces derniers peuvent avoir des consommations d'alcool, de cannabis en majorité, mais aussi pour certains de Subutex, et de cocaïne. Ce dernier produit n'est d'ailleurs pas toujours aussi facilement évoqué que les autres par ces usagers auprès des différents intervenants qui les rencontrent : « *Y'a un public maghrébin à fond de coke mais qui disent « je prends rien » » et donc qu'on ne voit pas sur l'accueil [du CAARUD]. Parfois sur la rue [sous entendu lors des maraudes]. Mais ils le disent pas. Petit à petit les discours évoluent.* » (intervenante CAARUD)

Les espaces de consommation de drogues par injection dans l'espace public existent toujours malgré des tentatives de limitation de ceux-ci, par exemple via le dégagement de la végétation qui pouvait servir d'abris (visuels), le nettoyage de certaines ruelles, l'installation de caméras de vidéosurveillance....

Certaines places, locaux poubelles, toilettes publiques, ruelles, et quais, sont toujours utilisés par des usagers pour réaliser des injections, parfois visibles par les passants, et en tout cas évidentes de par la présence de matériel d'injection usagé retrouvé sur place par les équipes des CAARUD, du Samu social ou des services communaux (service de « l'écologie urbaine » notamment).

La mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement a notamment été informé par des riverains de la présence de « jeunes femmes » s'injectant à la vue des passants, et le Samu social explique assister régulièrement à des scènes d'injections de drogues sur les lieux de manche (rue, métro) ou les lieux de couches dans l'espace public et notamment par de très jeunes usagers également.

### ***Les jeunes et très jeunes usagers sur l'espace public.***

Le rapport de l'OFDT « Drogues et Addictions, données essentielles » paru récemment (avril 2019) indique que parmi les usagers précarisés on compte « *désormais une part non négligeable de jeunes en errance et de migrants* ». La région ne fait pas exception, nous notions dans le précédent rapport la forte présence de jeunes à la rue à Lyon, tendance qui semble s'intensifier sur l'année écoulée et qui concerne également les villes de Saint-Étienne et Chambéry ainsi que le rapportent les CAARUD locaux.

Une partie des jeunes présents à Lyon semblent d'ailleurs avoir un lien avec la ville de Saint-Étienne, notamment pour y trouver des lieux de couche (squat) plus facilement qu'à Lyon (où ils passent tout de même leur journée pour trouver des produits et faire la manche).

A ce public spécifique s'ajoutent celui des mineurs non-accompagnés (MNA), qui sont également fortement présents dans certains arrondissements de Lyon, et dont les consommations de produits (licites et illicites) sont chez certains également très importantes, bien que différentes (médicaments principalement, cf plus loin).

Il nous semble important de rappeler ici comment ces usages de drogues par un public adolescent ou post-adolescent est à saisir à partir des conditions de vies particulièrement difficiles dans lesquelles ils évoluent (et ont souvent évolués par le passé), usages de drogues dans un contexte de misère économique et sociale, bien plutôt qu'à partir de problématiques ayant trait à l'adolescence comme période d'expérimentation, de mise en jeu de soi, etc. Même si cet aspect ne doit pas être complètement éludé, cela n'a cependant que très peu en commun avec l'analyse « jeunes et consommations » des usages de drogues dans les années lycées, ou en espaces festifs par exemple.

Une partie de ces jeunes sont suivis ou ont été suivis par l'ASE (ce que leur connaissance des institutions et des professionnels de type éducateurs laisse entendre, tout particulièrement dans le type de langage qu'ils emploient pour y faire référence).

Certains sont présents à l'année, d'autres plus particulièrement l'été où ils font un passage à Lyon sur la route des teknivals, ou en fin d'été avant de rejoindre un lieu de vendanges pour les plus âgés.

Ils se retrouvent dans les rues lyonnaises, parfois formant de nouveaux groupes de sociabilité avec des personnes plus âgées et plus installées à la rue (dont certaines vont les « prendre sous leur ailes »), mais parfois ils restent en groupe de jeunes mélangés entre ceux de passage, ceux installés à la rue à l'année, et d'autres jeunes du quartier qui « zonent » dehors la journée mais dorment en famille ou en foyer le soir (en rupture scolaire néanmoins). La mixité dans les groupes peut également avoir lieu avec des squatteurs du milieu alternatif, notamment dans les espaces d'habitation qu'ils peuvent partager suite à des rencontres diverses.

Les jeunes installés sur l'espace public le sont généralement dans des conditions particulièrement insalubres, à même le sol, sur des palettes ou des bâches. Leurs squats ne sont souvent pas beaucoup moins précaires, souvent sans eau, ou sans électricité, ou même sans fenêtre.

A ce manque de condition matérielle s'ajoute l'absence de revenu autre que la manche, souvent également l'absence de couverture sociale. Certains n'ont plus de papiers, perdus depuis quelques temps ils ne font pas les démarches pour les refaire et se trouvent ainsi en difficulté pour accéder à des soins ou d'autres démarches (recherche d'emploi notamment) quand le besoin s'en fait sentir. Certains participent parfois à des petits travaux de marché noir, de dépannage, pour quelques euros ou directement en échange de produits.

Le problème du logement est très important à Lyon, très peu d'offre d'hébergement étant accessibles à ces jeunes, qui sont souvent en rupture et en défiance avec les institutions proposant un accompagnement de type éducatif en parallèle du logement. Mais aussi parce qu'aucune solution n'existe pour eux lorsqu'ils ne souhaitent pas être séparés de leur(s) chien(s), ou de la personne avec qui ils sont en couple. S'ils sont mineurs, l'offre d'hébergement est d'autant plus limitée.

A noter que certains d'entre eux ont maintenu des liens avec des membres de la famille (parents, grands-parents, ou famille plus éloignée) leur permettant d'y séjourner de temps à autres, moments de pause alors souvent salutaires à divers égards (hygiène, repos, nourriture). Certains ont également de ce fait une adresse où recevoir du courrier permettant les démarches administratives qui nécessitent une domiciliation.

Les femmes de ces groupes cumulent quant à elles d'autant plus les vulnérabilités, quand des vécus d'agressions sexuelles et des passages volontaires ou forcés par la prostitution s'ajoutent au tableau. Des rencontres amicales ou amoureuses liées aux produits (« *je suis avec lui parce qu'il a son sken' prescrit* » (*usagère*)) ne sont pas rares non plus pour ces jeunes filles qui doivent, comme tous, se débrouiller avec peu pour survivre.

Les consommations de drogues de ces jeunes sont majoritairement l'alcool et le cannabis, suivis pour un grand nombre d'entre eux des opiacés (Skénan, pour certains le premier opiacé consommé, quand d'autres le découvrent à Lyon, le produit n'étant pas présent dans la ville d'où ils arrivent) et de la cocaïne, ces deux produits étant fréquemment injectés.

Certains également basent la cocaïne, qu'ils l'injectent ou non par ailleurs, et ce produit est celui qui semble le plus soumis aux aléas non pas de sa disponibilité (constante à Lyon) mais de l'argent nécessaire à son obtention qui dépend de la réussite de la manche. Même si la vente au demi-gramme le leur rend d'autant plus accessible il faut néanmoins pouvoir réunir cette trentaine ou quarantaine d'euros, parfois en se groupant avec d'autres. Des usages d'amphétamines, de MDMA et de Kétamine sont également évoqués mais plus circonscrits à des occasions (occasion d'une personne pouvant en fournir, ou occasion d'un événement à fêter). Il semble que ces jeunes, plus encore que d'autres usagers de la rue, soient particulièrement concernés par cette forme de « nomadisme de défonce » que nous évoquions dans le précédent rapport, des (poly)consommations qui se déploient au gré des disponibilités : « *Je consomme ce que je trouve* » (usager), cela pouvant concerner les drogues illicites comme les médicaments. C'est ce que nous évoquions concernant le Skénan quand il est découvert à Lyon<sup>1</sup>, pour d'autres cela a pu être le crack à Paris, mais aussi des expérimentations quand ils ont eu l'occasion de voyager, comme la Mescaline en Espagne, ou le Fentanyl au Canada.

L'injection vient pour eux souvent après une période plus ou plus longue de consommation en sniff ou fumé de différents produits, de manière festive ou directement comme gestion plus ou moins quotidienne des difficultés de l'existence. Généralement, c'est un autre du groupe, parfois le petit ami, qui initie au geste d'injection, vis-à-vis duquel l'usager.e s'autonomisera par la suite. Injections dont nous avons dit qu'elles pouvaient être parfois réalisées « au vu et au su de tous » (Samu social) dans l'espace public.

Le matériel utilisé vient souvent des CAARUD que beaucoup de ces jeunes connaissent bien, pour certains depuis plusieurs années et en divers endroits du pays. « *Je suis spécialiste des CAARUD en France* » (usager). La nécessité d'obtenir du matériel les y conduit souvent assez rapidement après leur arrivée sur place, mais un certain nombre de ces jeunes n'est pas nécessairement connu des intervenants si le matériel leur est fourni par d'autres usagers. De plus, leurs passages au CAARUD sont souvent très brefs et peu fréquents, cela ayant trait à plusieurs raisons dont celle de la méfiance vis-à-vis de toute institution sociale, mais aussi celle de ne pas pouvoir laisser leur campement sans aucune présence bien longtemps au risque d'en être délogés ou de se faire voler des affaires (et y laisser son chien en surveillance c'est aussi prendre le risque de se le faire voler). Des intervenants le confirment « *On arrive pas à les accrocher* ». Les horaires du CAARUD RuptureS dont l'accueil collectif se fait en matinée ne paraissent pas toujours adaptés à leurs rythmes de vie, et une réflexion initiée en début d'année 2018 s'y poursuit afin de proposer d'autres modalités d'accueil et d'accompagnement de ces jeunes (plage horaire spécifique, développement du travail mobile, etc.), d'autant que le travail de réduction des risques liés aux pratiques d'injection est on ne peut plus important à réaliser avec eux qui débutent une pratique souvent mal maîtrisée et dans des conditions d'hygiènes particulièrement déplorables.

---

<sup>1</sup> A la question de savoir si un des nouveaux groupes de jeunes semble parti pour rester sur Lyon les prochains temps, une intervenante de CAARUD répond ainsi « *tout dépend si le Skénan leur plaît* », sous-entendu que les usages se font en fonction des disponibilités, mais conditionnent aussi les choix de lieu d'implantation de ces jeunes.

## ***Entre les jeunes et les adultes migrants : les MNA***

Les mineurs non-accompagnés (MNA) sont un public vis-à-vis duquel nous avons commencé à recueillir des informations sur la fin 2018, mais qui se limitent pour l'instant à l'évocation de certains usages de produits, et de données éparses sur des espaces et pratiques associées. Nous poursuivrons le recueil de données sur l'année 2019 afin d'avoir une vision plus précise et objectives de la situation lyonnaise pour le rapport 2020.

Un peu plus de 1500 MNA sont présents à Lyon selon les dernières estimations, selon le site Les Echos (8/01/19) « à 90 % des garçons, de 16 ans et demi en moyenne, originaires d'Afrique subsaharienne (Guinée, Côte d'Ivoire, Mali) et d'Algérie. », et leur nombre ne cesse d'augmenter (329 arrivés en 2016, 483 en 2017, 810 en 2018). La situation concernant leur accueil et accompagnement ne semble pas plus favorable qu'ailleurs en France, le président de la Métropole annonçait la saturation, depuis la mi-juillet 2018, des dispositifs d'aide sociale à l'enfance, dont devraient dépendre ces mineurs, et de la même manière les services de la métropole (MEOMIE) et associatifs (Forum Réfugiés) en charge de leur suivi sont également débordés. Leur mise à l'abri semble ainsi particulièrement difficile, que ce soit dans des lieux dédiés qui ont fait l'objet de critiques divers quant aux conditions d'accueil (cf. article de Libération en date du 28/12 sur le centre Alpha), ou quand le seul hébergement possible pour certains d'entre eux soit des locaux squattés avec l'aide de militants (étudiants, collectifs, dont certains en hébergent chez eux) comme cet ancien collègue qui abrite depuis la fin septembre 2018 un peu plus de 200 jeunes qui étaient auparavant installés sur une esplanade près de la gare Part-Dieu.

Les MNA qui sont installés dans ces espaces ne sont pas tous consommateurs de produits, et tous les MNA ne sont pas hébergés dans ces lieux. Nous pouvons simplement aujourd'hui établir le fait qu'un certains nombres de MNA connus des services de police, de justice, et parfois des services d'urgences hospitaliers sont de gros consommateurs de produits psychoactifs, des profils de jeunes également impliqués dans des actes de délinquances liés à des nécessités et stratégies de survie, particulièrement vols et recels de téléphones portables au sein d'organisation plus ou moins structurées.

Parfois ces actes les conduisent jusqu'en détention, à l'EPM de Mezieu où leurs consommations peuvent également être détectées.

En plus de l'alcool et du cannabis, ils consomment principalement des médicaments, le Rivotril en tête, des benzodiazépines (Valium), du Tramadol qu'il semble possible de trouver en vente dans la rue, et du Lyrica. Les services médicaux de l'EPM voient des jeunes déjà très gros consommateurs de Rivotril et de Valium avec parfois des syndromes de sevrage à l'arrivée en détention. Le Lyrica est également mentionné chez les MNA d'origine maghrébine.

Les médecins urgentistes peuvent rencontrer ces jeunes, du fait d'une surconsommation de ces médicaments qui nécessite une prise en charge médicale, ou lorsque l'état du jeune n'est pas compatible avec une garde-à-vue.

*« Pregabaline... alors, nous aussi, on commence à avoir des cas euh... [...] C'est plutôt mineurs isolés, sans-papier, originaires de... Maghreb. [...] Et c'est du Lyrica® de rue et*

*parfois avec... teinté de Rivotril® enfin, de clonazepam, ou du clonazepam teinté de pregabaline » (focus sanitaire)*

*« Ben après, c'est des jeunes qui peuvent être aussi amenés... des cas qui peuvent être ramenés par les UMJ – les Unités Médico-Judiciaires de la police – ou après, c'est surtout que ça les met dans des états d'agressivité et de mise en danger... à cause des produits, que parfois certains associent au cannabis et à l'alcool, ce qui arrange pas. Mais déjà, rien que Rivotril® de toute façon chez des jeunes en errance, qui ont 16 ans et qui sont à la rue... ça fait des dégâts. Donc, souvent, c'est qu'ils se sont battus ou qu'ils ont ensuite... ouais, ils se sont mis en danger bêtement sur des gestes impulsifs ou autres. C'est peut-être pour ça que des fois, ils arrivent aussi par les Urgences comme ça ». (focus sanitaire)*

Notons que ces consommations interrogent aussi sur les pratiques qu'elles peuvent favoriser, notamment dans le cadre d'actes de violence, auto ou hétéro-agressivité, et le cas des scarifications est à cet égard éloquent. Il semble qu'un certain nombre de ces jeunes en soit porteurs, et que celles-ci aient pu avoir été subies dans le pays d'origine, mais aussi réalisées ici par le jeune lui-même comme forme d'automutilation pour gérer des états particulièrement anxieux (que les consommations peuvent favoriser, mais qui se révèlent aussi comme tentatives de gestion de ces états), ou encore infligées par d'autres jeunes en guise de représailles/règlement de compte dans des conflits liés aux activités de trafics (un exemple grave ayant conduit à un décès début 2019 à Lyon a été particulièrement médiatisé, la scène ayant été filmée et diffusée en direct sur Facebook). Les consommations et la désinhibition qu'elles entraînent ont pu favoriser cette violence.

*« - Ben ils prennent ça... ils prennent... c'est des poubelles à médicaments. Ils sont complètement tarés, du coup...*

*- Ben, typiquement, le dossier du meurtre de la Croix-Rousse, là. Ils se sont filmés en train de torturer un mec... enfin, on a pas pu faire d'analyses, ils sont... ils sont en Espagne mais bon...*

*- Je sais pas ce qu'on a retrouvé comme médicaments...*

*- ... ou alors c'est des gens foncièrement méchants... mais enfin, de ce qu'on voit sur la vidéo, ils sont défoncés, c'est sûr. Mais d'ailleurs, ils prennent tout ce qu'ils trouvent, des médocs qu'ils trouvent avec de l'alcool et puis...*

*- Ils partent en vrille.*

*- ... mais c'est des fous dangereux, hein, parce que du coup, ils sont... ils sont ingérables, quoi. Et d'une violence inouïe, quoi. »*

(Focus Loi)

*« - On a plusieurs affaires de mineurs isolés, entre Saint-Étienne, Clermont-Ferrand, et Lyon, oui. Effectivement, on a une dangerosité qui est accrue par la prise de médicaments...*

*[...]*

*- tout ça noyé dans l'alcool »*

(Focus Loi)

## **Le Lyrica**

Nous notons donc l'usage de Lyrica chez ces jeunes migrants, mais sa consommation est particulièrement rapportée chez des migrants adultes également, originaires principalement du Maghreb et des pays de l'EST. Les PASS rapportent des cas d'usage avec « *des dosages énormissimes* », et des demandes régulières en ELSA pour ce médicament. En prisons, les demandes sont nombreuses également, et parfois des détenus présentent des syndromes de sevrage à leur arrivée en détention.

*« Ah ! le Lirica® !!! Ben, le Lirica®, GROS problème... Beaucoup de demandes. Alors, là, en ce moment, on a pas trop de personnes des Pays de l'Est, donc c'est peut-être pour ça que c'est pas trop eux qui nous en demandent, c'est plutôt des personnes originaires du Maghreb, qui mettent en avant toujours le motif de douleurs neuropathiques et nos collègues de l'UCSA qui ne le prescrivent pas, du coup... Enfin, on réfléchit quand même à essayer de voir si y a... il me semble qu'il peut y avoir des signes de sevrage au Lirica® et donc, on peut pas, peut-être, se contenter de dire « Non, on le prescrit pas du tout ». Faut peut-être qu'on envisage... enfin, on est en train de réfléchir à un protocole, éventuellement, pour diminuer les doses... »* (focus sanitaire).

Au CRA, « *les médecins généralistes qui travaillent dans la prison y [au CRA] interviennent sont aussi confrontés à cette problématique de Lyrica® et de Rivotril®, à tel point qu'ils ont fait des affiches qu'ils ont placardées partout en disant : « Nous ne prescrivons pas de Lirica® et de Rivotril® »* » (focus sanitaire)

Les intervenants de CAARUD indiquent également des usages de Lyrica chez des personnes originaires des pays de l'EST, parfois en association avec la méthadone (cf rapport 2018).

## **Population géorgéophone**

Les usagers de drogues d'origine géorgienne sont une communauté bien implantée à Lyon et en région, et ce depuis longtemps (cf. rapport 2018). En situation de grande précarité, sans ressources (légales), parfois sans droits (ou bénéficiant de l'AME après quelques mois de présence), ils vivent la plupart du temps dans des espaces squattés. Les raisons de leur migration sont principalement économiques, pour certains ils fuient des pressions étatiques ou mafieuses, ou encore familiales, mais aussi cherchent en France un accompagnement en termes de santé à la fois concernant leur pratique de consommation (matériel, substitution), mais aussi des soins pour l'hépatite C, virus par lequel ils sont nombreux à être contaminés, et qui peut justifier une demande de titre de séjour pour « étranger malade ».

*« L'accès au matos, la substitution, traitement, en Géorgie, c'est soit trop cher, soit t'es fiché. En Géorgie tout le monde sait tout »* (usager CAARUD).

Ils sont consommateurs de méthadone, pour certains par injection (cf rapport 2018), d'autres de Subutex, et de plus en plus de cocaïne, la tendance observée en 2017 s'est largement confirmée sur 2018 (injection de cocaïne concomitamment à celle de méthadone, cf. rapport 2018).

L'automne 2018 à vue une affaire de « règlement de compte » entre différents groupes, débouchant sur une fusillade en plein jour dans la rue, qui a conduit plusieurs personnes à l'hôpital dans un état grave. Cette affaire n'a semble-t-il pas été directement mise en lien par les autorités judiciaires avec quelque histoire de consommation ou de trafic que ce soit, mais les soignants d'un CSAPA rapportent qu'elle est pour eux significative de tensions qui ont pu se faire sentir aux portes de leur service de délivrance de méthadone.

*« On a eu ENORMEMENT – mais c'était des... par dizaines quoi – de patients d'origine géorgienne qui sont venus toquer au CSAPA en demandant de façon très agressive et véhémement des traitements de substitution. Ça a posé pas mal de souci parce que ça a nécessité l'intervention de la Sécurité à plusieurs reprises dans le CSAPA en... en quelques mois... enfin, là, c'était entre... l'été, quoi, l'été, l'automne, ça a duré plusieurs mois quand même, hein.[...]*

*Quand ils arrivent à 5 et qu'ils nous insultent d'emblée, qu'ils se montrent hyper violents, enfin... c'était impossible de les accueillir dans ces conditions-là ! En plus, on comprenait rien ! Euh... du coup, y en a quelques-uns qu'on a reçus mais parce qu'ils arrivaient avec une ordonnance de Géorgie, pour le coup, tout seuls et avec une demande qu'était adaptée. Enfin... c'était... dans ce cas-là, ça permettait des conditions d'accueil qui étaient minimales, de sécurité, pour nous... donc, du coup, on les a pris... mais y en a beaucoup, du coup, qu'on a pas pris parce que... mais parce que c'était pas possible, en fait euh...[...]*

*Et juste après, y a eu ce truc dans le... cette rixe entre patients géorgiens... [...] Cette rixe-là ne nous a pas DU TOUT étonné, pour le coup ! Nous, ce qui est arrivé, ça nous a pas du tout étonné puisqu'on a... ça se passait avant chez nous, dans le CSAPA. Donc, on s'est dit : « Ben oui, c'est logique, c'est la suite logique de ce qu'on a vu pendant plusieurs mois avant... » Donc, ça, c'était vraiment LE gros truc de l'année. C'était ça. Là, ça s'est vraiment nettement calmé, hein. » (focus sanitaire)*

## ESPACES FESTIFS

### *Situation générale*

Si peu d'évolutions dans les tendances rapportées dans le précédent rapport sont à signaler, nous pouvons néanmoins proposer un certain nombre de constats transversaux à l'ensemble des espaces festifs investigués :

- **Ces espaces se réorganisent en fonction de l'actualité et de l'investissement de certains (groupes d') organisateurs** (éclatement des soirées chemsex du fait du retrait momentané ou définitif de quelques organisateurs de grosses soirées, et déclin des soirées squats sur la fin d'année en partie pour les mêmes raisons, quand de son côté la scène club poursuit sa « berlinisation » (cf rapport 2018) avec l'arrivée de collectifs proposant des soirées largement inspirées des ambiances de cette ville (ex : les soirées « N.G »)
- **Certains produits (kétamine, poppers, protoxyde d'azote, cocaïne, ecstasy) sont tout particulièrement mentionnés** sur l'ensemble des scènes (cf. ci-après), appuyant un peu plus le
- **constat de porosité des espaces et de mixité des publics.** Cependant, il est apparu ces derniers mois des formes de replis « identitaires » ou en petit comité afin d'aller contre certains effets négatifs de soirées au trop grand nombre de participants (lassitude de l'anonymat, manque de contrôle sur les risques de malfaisance...) et/ou aux origines sociales, références culturelles et pratiques festives -trop- diverses (problème d'ambiance, voire confrontations physiques, cf. rapport 2018 pour les squats).

Concernant les produits :

- La kétamine est tout particulièrement mentionnée cette année sur l'ensemble des espaces investigués, free-party, squat, et même club et festival, parfois revendue sur place. Les CJC la citent également comme plus présente dans les interrogations des jeunes accompagnés, sans nécessairement qu'ils l'aient eux-mêmes consommée mais elle apparaît comme particulièrement présente dans leur environnement.
- Le protoxyde d'azote est toujours lui aussi cité en free-party et en soirées étudiantes, parfois en soirées squat.
- Les ecstasy sont toujours très présents sur toutes ces scènes et réputés fortement dosés (mais peu d'analyses ont été faites pour le confirmer), quand la MDMA poudre ne semble pas avoir fait son retour et reste marginale en comparaison.
- Enfin les poppers sont aussi partout présents, dans les grosses soirées en squat, club, festival et free-party, mais aussi dans de plus « *petites soirées qui finissent tôt* » (usager) symbole d'un produit banalisé et dont la consommation peut accompagner des temps conviviaux plus ordinaires.

Nous signalons que peu d'informations ont pu être recueillies concernant les free-party cette année (au-delà des retours des associations d'auto-supports), ne permettant ainsi pas d'en décrire les tendances précises, même si aucun signal n'a indiqué de phénomène notable dans les quelques retours obtenus. Les investigations de l'année 2019 viendront nourrir le prochain rapport de site complet.

## ***Chemsex***

L'année 2018 sera venue confirmer l'implantation du phénomène -initié depuis plusieurs années- sur la région lyonnaise, même s'il n'est **pas question de parler de son « expansion » mais plutôt certainement de l'augmentation de sa visibilité**. Visibilité la fois sur la scène médiatique où la presse locale a pu consacrer plusieurs articles à cette pratique, mais aussi du côté du secteur spécialisé ou non dans l'accompagnement médico-social des usagers de drogues (addictologie, virologie, gastro-entérologie...) qui ont, au-delà des initiatives individuelles de différents services, commencé à se réunir pour évoquer la construction de réflexions/projets communs, et enfin au niveau du secteur policier et judiciaire puisqu'une enquête menée par un juge d'instruction à la suite du décès d'un homme au printemps 2018 a conduit à l'arrestation de plusieurs pratiquants (consommateurs et revendeurs) sur la fin d'année.

Du côté des usagers, peu d'évolutions concernant les profils (bien que parfois estimés comme « *de plus en plus jeunes* » (usagers)), les pratiques ou les modes d'organisation, mais nous notons quelques oscillations dans les formes que prennent ces soirées, qui semblent de plus en plus s'éclater en petits comités plutôt qu'en grosses réunions de participants.

## **Les soirées/les usagers/les pratiques**

Nous ne constatons pas cette année de changement notable sur les modes d'organisation de soirées et de recrutement des participants, lesquels se font à la fois via les applications et les réseaux de connaissance, que ces soirées soient tout à fait improvisées (même si les fins de semaines font offices de rendez-vous...) ou organisées plusieurs jours à l'avance, en centre-ville de Lyon ou dans les alentours (appartements, villas) et qu'elles réunissent quelques participants ou des dizaines.

Néanmoins ce type de grosses soirées ne reçoit pas toujours, voire de moins en moins, la faveur des pratiquants, qui pour certains préfèrent les espaces plus intimistes, ou s'en tenir à des soirées uniquement en présence de connaissances directes, pour diverses raisons.

*« il y a de plus en plus d'espaces chemsex éphémères et improvisés, qui sont le signe tant d'une extension du phénomène que d'une modification des habitudes de certains sexers quant à leurs pratiques (préférence pour des réseaux d'habités). »* (observateur)

En effet les grosses soirées à plusieurs dizaines de personnes semblent lasser/rebuter un certain nombre de participants, notamment du fait de l'ambiance moins propice aux festivités qui en découle : moindre bienveillance, voire actes de malveillance (vol de drogue ou d'objets personnels, rapports forcés, etc. « *à chaque fois que j'y suis allé, c'était la sale ambiance, parano, etc. Des vols quasi-systématique où [nom de la personne] accuse un gars, s'énerve et mets fin à la touze... Moi je crois que c'est lui qui vole les prods...* » (usager))

Si le repli sur des cercles restreint était donc déjà enclenché, la vague d'arrestation de fin d'année semble avoir favorisé d'autant plus ce repli vers les « *cercles de confiance* » (observateur).

Concernant le recrutement des participants :

- L'application majoritairement utilisée reste Grindr, grâce à l'improvisation qu'elle permet et sa réputation pour le public qui la fréquente et le nombre de consommateurs que l'on peut y trouver (notamment « *à partir d'une certaine heure de la nuit [où] t'as plus que des plans chems* » (observateur)), ou encore la visibilité de ces propositions, qui semble, pour cet usager, accompagner la facilité d'évocation de la pratique en générale : « *Entre le moment où j'ai commencé à faire des sex-parties, le slam je n'en avais jamais entendu parler. Puis petit à petit, j'ai remarqué que cela venait dans les discussions sur Grindr, et que j'en voyais de plus en plus en sex-parties... Mais est-ce que en même temps, comme je suis devenu slammeur, cela a influé sur ma vision du phénomène ? Mais également, avant les slammeurs ne se vantaient pas de slammer, alors que maintenant pour certains, c'est une fierté de se slammer.* » (usager)

- D'autre part, des réseaux d'interconnaissance se sont mis en place depuis plusieurs années, renouvelés au fur et à mesure des soirées et de l'intégration de nouvelles personnes qui se feront à leur tour régulièrement invitées par les quelques personnes qui, du fait de leur notoriété, de leurs moyens financiers (grand appartement) et de leur réseau de sociabilité, sont plus souvent organisatrices.

Au sein de ces réseaux d'interconnaissance nous pouvons repérer différentes figures (que nous détaillerons plus précisément dans le prochain rapport de site, à partir d'entretiens menés en 2019):

- Le ou les organisateurs (qui n'est pas toujours celui qui accueille)
- Celui qui accueille dans son logement
- Les participants invités directement (liens de connaissances uniquement de type « plans cul » ou relations plus intimes, amicales ou amoureuses) lesquels auront parfois un rôle d'aide à l'organisation/gestion de la soirée (accueil des personnes, vigilance, ménage en amont et en aval de la soirée, voire recrutement de participants),
- Les participants recrutés sur le moment via les applications, et certains qui le seront

- parce qu'ils ont du produit à proposer
- parce qu'ils ont un « profil » à proposer

Sur ce dernier point, des informateurs expliquent que de plus jeunes hommes, notamment lorsqu'ils apparaissent comme « sexy » à partir de critères propres à la communauté ou du moins aux participants, peuvent ainsi se trouver recrutés via des applications ou réseau d'interconnaissance avec une proposition directe et gratuite de produits en échange de leur participation à la soirée.

*« Ces mecs n'ont que rarement de quoi consommer et c'est en jouant sur leur jeune âge et leur physique auprès des autres via les réseaux ou en situation qu'ils obtiennent des produits.. [...] ces jeunes ont peu de difficultés à trouver des mecs plus âgés possédant des chems et en mesure de mettre l'argument de partager cela pour attirer le « jeune mec » ». (observateur).*

Néanmoins, cela ne relève pas nécessairement d'un rapport prostitutionnel pour le participant pour qui le sexe n'est pas forcément directement motivé par une relation de service en échange de produits, mais bien en premier lieu par une recherche de plaisir. La gratuité du produit peut n'apparaître que comme un avantage secondaire découlant du privilège de l'âge et d'attributs physiques (un phénomène classique que connaît la plupart des jeunes filles qui en boîte de nuit se font payer leur verres d'alcool par des hommes souvent plus âgés, ou quand l'entrée est gratuite pour elles tout simplement..., même si l'âge ici ne joue pas directement, ou pas officiellement).

Cependant des rapports prostitutionnels peuvent également avoir lieu, plus ou moins clairement établis (voire à l'insu de la personne dans certains témoignages rapportés), ou même peuvent-ils être très « officiels » lors de la participation d'hommes exerçant ici comme escortes.

Enfin, d'autres espaces de chemsex sont toujours d'actualité en dehors de ces soirées privées en appartement,

- en club et lieu de cruising (sauna, sexclub), où la discrétion est particulièrement de mise pour la consommation de produits (préparation à l'avance de seringues, injection/sniff dans les toilettes, etc.), avec des usages plus individuels ou partagés en petit nombre.
- en espace de drague extérieure, notamment parcs et quais.

*« Je me gare sur les quais tout proche. Je me fais un slam dans la voiture et je descends direct dans les bois. » (usager)*

### **Les produits :**

Pas de nouveautés ici, la 3MMC reste le produit majoritairement consommé, auquel s'ajoute souvent la 4MEC, et pour les produits plus classiques le GHB/GBL, la MDMA et la cocaïne

(en association avec la 3MMC, et parfois utilisée pour réguler et estomper les effets de la 3MMC quand il s'agit de rentrer chez soi ou de rejoindre un autre lieu de festivités).

Cette présence massive de 3MMC est mise en lien par certains observateurs avec des comportements sexuels renvoyant à la “passivité” ou plus exactement au fait d’être pénétré :

*« Étant entre Lyon et Bruxelles, j’ai constaté une proportion particulièrement importante de mecs passifs en comparaison d’avec Bruxelles. J’aurai tendance à associer cela en partie à la 3mmc qui est consommée par presque l’ensemble des sexers lyonnais.*

*En sex-parties, je l’ai constaté également, les mecs peuvent se présenter comme versatiles, voire actifs, mais dès lors qu’ils consomment de la 3 mmc, et malgré la consommation de stimulant sexuel en parallèle, la plupart se retrouve en position de passifs”* .(observateur)

*« Ah tu te réinstalles sur Lyon, alors je te préviens, si je t’aperçois sur Grindr en mode passif, je te fais la peau. Y’a trop de concurrence sur ce créneau-là. »* (usager)

*« Lyon, c’est bottomland. Le dernier actif aperçu dans le coin, c’était dans les années 2000 [rires]»* (usager)

La plupart des usagers injectant la 3MMC indiquent des dosages entre 0,1 et 0,3g (voire 0,4g) environ par injection, certains pouvant aller jusqu’à « 6 à 7 g par tranche de 24h » (observateur).

Des usagers indiquent différencier deux types de 3MMC : une blanche « plus pure » et une yellow : « on le voit avec la toupie, elle défonce plus mais elle est coupée avec un truc de dentiste ».

La pureté est souvent mise en lien avec l’aspect du produit : “*En cristaux c’est mieux, elle est plus pure*” (usager).

Comme nous l’évoquions l’an dernier, dans une même soirée peuvent se côtoyer slammers et non-slammers (qui consomment par sniff, ou uniquement du GBL ingéré), et parfois les injections sont réalisées dans des espaces séparés, voire sont dissimulées aux autres participants.

*« J’ai pu constater qu’une partie des consommations se fait individuellement et cachées au WC. Et dans la salle de bain, lieu plus privé où j’ai accédé connaissant bien [l’organisateur], et où certains se slamment sans que ce soit visible de tous »* (observateur).

Quand les pratiques de slam sont ostensibles, cela permet également parfois des pratiques d’hygiène plus directes. Un usager indique ainsi que les soirées où tout le monde slamme, souvent les participants différencient leur matériel à la fois dans l’espace (un carré d’essuie-tout chacun pour l’y poser) et nominativement (le nom est écrit sur l’essuie-tout), mais ce n’est pas le cas dans toutes les soirées.

## **Approvisionnement**

Les modalités d’approvisionnement sont variables et pourraient faire l’objet d’un travail d’enquête qualitatif plus poussé afin d’en saisir les enjeux plus en détails. Rappelons ici pour

l'instant que ces approvisionnements peuvent être individuels ou collectifs, se faire via Internet ou via un revendeur attiré, qui pourra être une connaissance du milieu ou revendeur d'autres produits hors réseau communautaire. La nouveauté de l'année 2018 est cette vente « en rue » de 3MMC, semblant découler de l'effet d'opportunité de la rencontre d'un revendeur et d'un consommateur (« *C'est lui qui a demandé aux gars s'ils en avaient, ou avaient moyen d'en avoir, les mêmes personnes qui revendent coke et cannabis, soit-disant.* » (observateur))

- Individuel et collectif via Internet : en termes de quantité, certains achètent quelques grammes en prévision d'une soirée (« *Quand les mecs font des commandes pour eux seuls, c'est plutôt autour des 5g* »), d'autres « *entre 25 et 50g pour une commande groupée, mais j'ai vu certains avoir jusqu'à 500g acheté sur le net* » (usagers). Les principaux sites évoqués cette année ont été [www.aimimichem.com](http://www.aimimichem.com) et [www.orangechemicals.com](http://www.orangechemicals.com), ainsi que [www.chem.eu](http://www.chem.eu) et [www.eurochem.net](http://www.eurochem.net)

D'ailleurs le site aimimichem est également cité par les forces de police. Ceux-ci indiquent que certains « *fournisseurs pour la 3MMC, fabriquaient eux-mêmes les gélules vides à partir de cachets qu'ils mettaient en poudre par le biais d'un pilon. Et après, ils revendaient à l'unité ou en plus grosses quantités. Donc là, là on se rend compte que voilà... ça touche quand même un grand nombre de personnes en tout cas sur Lyon, puisque à chaque fois qu'on entend des clients, ça nous amène à d'autres fournisseurs potentiels ou d'autres organisateurs de soirées de ce type-là.* » (focus loi)

- Individuel et collectif via un revendeur de la communauté (lui-même se fournissant sur internet), c'est le cas parfois d'organisateur qui prévoient l'approvisionnement pour tous les participants et revendent dans le cours de la soirée, mais aussi de certains usagers connus pour avoir constamment du produit chez eux et qu'il est possible de contacter pour se faire dépanner ou comme mode d'achat régulier.

*« En général, celui qui reçoit la commande revend un peu plus cher à ceux qui se sont associés à lui car il a pris le risque de la réception. Ensuite, certains qui ont reçu plusieurs grammes revendent au prix fort une partie de la commande à d'autres qui n'étaient pas initialement associés pour commander (usager)*

*-au prix fort ? (observateur)*

*- ça peut aller jusqu'à 50€/g, mais le prix moyen c'est 30€.*

*- Tu me parlais de moments où cela se vend plus cher qu'à d'autres ?*

*- Oui, le dimanche soir quand les mecs cherchent après avoir épuisé leur stock. Et y'a eu d'autres périodes que j'ai constaté quand aimimichem ferme en août ou autour de Noël, car les personnes galèrent à en avoir. Alors les prix explosent et tu vends sans souci à 40/50€. J'ai vu des mecs en vendre dans ces périodes jusqu'à 70€ le g. »*

- Individuel via un revendeur régulier d'autres produits (en appartement ou dans la rue (nouveau)). « *il achète parfois à [nom de l'endroit] le dimanche soir quand plus personne n'a rien* ». Les prix y sont plus élevés « *de 35 à 50 euros le gramme* ».

- Via les applications :

« *Depuis quelques mois, j'ai constaté que des profils sont apparus ne laissant pas d'ambiguïté sur leur objectif.* » (observateur)

*Ici la description visible par tous de son profil.*



Il se pourrait que différents profils de revendeurs sur les applications soient reliés par un même réseau, la proximité entre leurs annonces (jusque dans les fautes d'orthographe) laissant penser à une origine commune de leur édition...

« *A plusieurs reprises également, des personnes sont venues me parler dans l'objectif de trouver des produits sans que mon profil ne laisse penser à ce que je puisse être un éventuel revendeur* ». (observateur)

*ici le début d'une discussion privée.*



Pour finir sur les questions d'approvisionnement, il semble probable que l'arrestation d'un important revendeur à la fin d'année 2018 ait conduit à la nécessité de s'organiser différemment pour un certain nombre de personnes pour accéder au produit (faire eux-mêmes des achats, trouver d'autres revendeurs, sur place ou en amont...)

## **Dommmages et accompagnement**

Les dommages constatés liés aux pratiques de chemsex ne sont pas particulièrement en évolution, pour les plus communs observés cette année et déjà décrit l'an dernier :

- troubles psychiques (paranoïa, dépression, badtrip, troubles alimentaires)
- dommages somatiques liés aux injections ou pratiques de sniff (abcès, cloisons nasales abîmées)
- surdoses (perte de connaissance, voire décès)
- dommages somatiques liés à des pratiques sexuelles favorisées par la prise de produits (moindre attention/ressenti à la douleur, désir d'intensité, etc. « *Une personne nous raconte avoir vu, dès son entrée dans le salon l'utilisation d'un gode sans protection pour deux personnes et beaucoup de sang qui s'écoulait sur l'alèse placée comme protection* » (intervenant CAARUD)
- risques de contamination notamment VHC par absence de protection et/ou moindre vigilance favorisée par la consommation de produit (« *la plupart des rapports anaux se font sans préservatifs (que ce soit sur le sexe ou le sextoy), et la totalité des fellations* » (observateur)). Parfois également du fait du nombre important de matériel qui traîne : « *une personne que nous accueillons s'est piquée avec les seringues d'un autre en voulant ranger l'appartement. Ils n'ont pas ou peu connaissance des containers de récupération. L'un d'eux m'a dit en en voyant : "C'est moi la bonne [en soirée], c'est moi qui range, alors ça, ça peut me servir" »* (intervenant CAARUD)

Parfois les produits sont directement en cause dans les troubles ressentis : « *Concernant orangechemicals, c'est ce site qui a envoyé de la MDPV à un pote, pour de la 3mmc. Il a fait une crise de paranoïa totale* », ou plus directement l'environnement ou le moment de consommation notamment dans les cas de surdose : « *les dimanches après-midi/soirées sont des moments particulièrement propices aux G-Holes dans les lieux de crusing. En effet, certaines bandes d'amis prolongent leur after-party du dimanche matin (pas nécessairement after party sex) par une après-midi sauna ou une soirée en sex-club. Et la fatigue et la sous-alimentation aidant, surdose facilement leur boisson.* » (observateur)

L'absence de bienveillance est régulièrement évoquée par divers participants lors de cas de malaise « *tout le monde s'en fout* » (usager) « *Si y en a un qui se sent mal, les autres se barront, ils sont pas là pour gérer ça* ». (usager)

« *Une fois je ne suis pas allé au boulot un lundi matin car lors de son G-Hole tous les gars se sont barrés, et il ne restait que moi avec lui qui convulsait. Je ne pouvais pas le laisser ainsi, j'ai pris ma matinée au boulot. C'est la seule fois que ça m'est arrivé de rater le taf pour un plan chems...* » (usager)

Plusieurs fois des usagers ont questionné des intervenants de CAARUD sur leur responsabilité en cas de problèmes, notamment s'ils sont organisateurs de la soirée, cette question étant source d'angoisse pour un certain nombre d'entre eux.

La question du « manque de bienveillance » revient régulièrement dans les discours des pratiquants rencontrés ainsi que des non-pratiquants de chemsex ou de slam, qui entraîne pour certains un rejet face à des pratiques réputées nuire aux ambiances de soirées et favoriser l'absence d'attention ou autres ou à soi-même. « *ça doit rester un plaisir, tu vois comme un apéro. Mais là c'est n'importe quoi, ils font n'importe quoi. Tu ne prends pas l'apéro avec des gens dont tu n'as pas envie normalement.* » (usager)

« *Ils veulent toujours repousser les limites* » (usager).

L'idée d'un malaise communautaire et/ou individuel dans les pratique à risques et les ambiances particulièrement négatives (recherche de g-hole, vols récurrent, peu de bienveillance...) ressort ainsi régulièrement.

Revenons enfin sur la question des décès qui a occupé une partie des discours médiatiques, associatifs et communautaires cette dernière année. Il est délicat de les dénombrer avec exactitude en l'absence de données précises (rapport d'autopsie notamment), sauf à les mettre en lien non directement avec le chemsex comme cause de mortalité mais uniquement comme dénominateur commun aux pratiques de chacun des individus décédés. Ils sont ainsi une vingtaine de personnes dont le décès a été signalé par des proches à différentes associations (AIDES notamment) qui ont souhaité alerter sur cette vague de mortalité au sein d'une communauté de pratiquants de chemsex. Mais rappelons que le recensement de ces cas n'implique pas directement de mettre en cause la pratique du chemsex comme ayant conduit au décès, et le CEIP a été en charge de mener une étude sur ces cas afin d'établir avec précision lesquels peuvent lui être directement imputable. A noter également que les enjeux de discrétion liés à l'illégalité des pratiques possiblement impliquées, à la fois pour l'entourage des personnes et/ou les établissements au sein desquels ils ont eu lieu, a participé à la difficulté de les identifier et au flou quant à leur comptabilisation.

En attendant, les effets sur la communauté ont été palpables : communiqués alertants, rumeurs, ... même si selon certains observateurs ils ne semblent pas avoir particulièrement fait bouger les pratiques et prises de risques des participants, bien que certains d'entre eux ont pu un temps semble-t-il limiter l'usage du GHB à la suite de plusieurs cas identifiés comme des G-hole.

Ce sont par ailleurs les associations et services médico-sociaux d'accompagnement des usagers qui se sont emparés de la situation pour en faire l'occasion d'actions et de temps de concertation collectifs. Notons pour les initiatives individuelles ou semi-collectives : le COREVIH a lancé une campagne via un site Internet et un court-métrage largement diffusé et consulté sur le net, AIDES a mis en place ses premiers afterwork Chemsex mensuels, le CAARUD RuptureS a ouvert un temps de permanence chemsex en soirée où est présent le laboratoire régional d'analyse par CCM géré par le CAARUD Pause Diabolo, Keep Smiling et le CSAPA de la Croix Rousse ont poursuivi leur consultation « sexe et produits » au Centre de Santé Sexuelle, qui a ouvert en plus un nouveau temps de permanence hebdomadaire dédié au Chemsex début 2019 en association avec le CSAPA de la Croix-Rousse.

Une tentative de coordination locale a également émergé, d'abord organisée comme rencontre collective visant à mieux connaître chacune des structures : y ont été abordé la diversité des manières d'accueillir et de se positionner de chacune des structure présentes (communautaire, auto-support, soignant...) et les limites de chacune, la question de l'accès au matériel et au dépistage, l'accompagnement des pratiques de consommation et l'intérêt de l'analyse de produit.

Concernant les CAARUD, il apparaît que la plupart des usagers de chemsex s'y rendent d'abord par bouche-à-oreille sur les conseils de connaissances, parfois orientés par les partenaires (CSAPA, ENIPS), et occasionnellement via Internet (notamment le site « drogue info service »). Parfois ces usagers viennent à deux, amis ou amants, et sont avant tout demandeurs de matériel d'injection, en majorité des Kits+ (certains se présentant même directement comme « *utilisateurs de Stéribox* »). Il est remarqué également que ceux qui arrivent pour la première fois n'ont souvent pas connaissance de la diversité du matériel proposé en CAARUD, sauf à l'avoir déjà observé chez d'autres usagers « *Quand chez mon ami, j'ai vu des petites coupelles, je lui ai demandé ce qu'ils faisaient avec ça. C'est là que j'ai découvert les seringues couleurs* » (usager).

Généralement s'en suivent des conseils liés à l'injection délivrés par les professionnels, qui ouvrent de nombreuses questions et demandes à ce sujet pour les slameurs, notamment des demandes d'aide à l'autonomisation dans le geste, la plupart ayant d'abord commencé en étant injecté, slammé, par une autre personne, ce qui ne leur convient pas toujours. « *La première fois (la première injection) ça va, au bout de 10 fois, c'est n'importe quoi et le mec qui fait ça est encore plus défoncé que moi* » (usager)

« *Ces personnes nous disent ressentir le besoin de maîtriser le geste et donc leur consommation au fur et à mesure de la soirée* » (intervenant CAARUD). Plusieurs temps d'accompagnement au geste (AERLI) ont ainsi été réalisés par le CAARUD RuptureS. Les intervenants ont pu remarquer que plusieurs usagers affirment avoir une attention particulière à l'aseptise, pour eux-mêmes et les autres (« *Je dispose des cotons sur les tables et des désinfectants* » (usager)), mais aussi au soin dans son ensemble (utilisation de crème cicatrisante, d'huiles essentielles), il n'en reste pas moins que beaucoup de gestes ne sont pas

maîtrisés par la plupart d'entre eux (pose et retrait du garrot, usage de la tirette...). Les usagers sont également nombreux à rapporter des problèmes veineux, des hématomes, des abcès, avec une prise de risques qui augmente au fur et à mesure de la soirée « *Après plusieurs prises, je me slammais n'importe comment* » (usager). « *Il a mis 45 min à lui trouver une veine, une vraie boucherie* » (usager).

Enfin, il nous faut noter que le phénomène dans son ensemble suscite bien des questionnements voire des tensions au sein des différents collectifs qui ont à s'y rapporter : au sein de la ou des communautés gay, entre les différentes associations ou services d'accompagnement d'usagers, à partir d'enjeux politiques dans la manière d'appréhender le phénomène (« sous-culture gay/HSH » VS « problème de santé publique »), de considérations pour l'absence ou non de « culture de consommation à moindre risques » des pratiquants (et l'effet « jeunes qui font n'importe quoi » comme rhétorique redondante), la question du malaise communautaire (stigmatisation, mais aussi individualisme...), l'enjeu de cibler dans les actions une communauté en particulier au risque de la stigmatisation, la normativité des accompagnements, la question de l'importance de la responsabilisation des usagers (cf. enjeu à l'autonomisation des pratiques d'injection VS la formation d'injecteurs-pairs), les débats autour de la PREP, du Bareback.... Tensions auxquelles s'ajoutent parfois la méconnaissance entre les différentes structures et les représentations qui peuvent en découler (« les CAARUD n'accueillent que des punks à chien », « les associations communautaires ne tiennent pas la distance nécessaire dans le lien », etc. etc.) ) sans compter la difficulté de faire participer à la prévention les établissements de fête au risque pour eux de laisser apparaître des usages mettant en péril administratif leurs affaires, ou encore les applications de rencontre qui suppriment les profils utilisés par des associations (ENIPS, CAARUD) invitant à la réduction des risques, au motif sans doute de l'interdit d'évoquer les consommations de produits de manière aussi directe...

## *Les festivals*

Les festivals, événements festifs urbains et péri-urbains, sont toujours des espaces d'importantes consommations de produits, qui ont lieu à la fois à l'intérieur du festival mais aussi à ses abords (parking, camping) ou encore dans les espaces urbains (parcs, places) à proximité ou investis particulièrement à cette occasion du fait de la prolongation de la soirée à la fin de l'horaire officiel (fête de la musique, Nuits Sonores, etc.)

Quasiment l'ensemble des différents types de produits y est consommé (alcool en abondance, cannabis également, mais aussi ecstasy, LSD, amphétamines, cocaïne, kétamine, et plus occasionnellement médicaments et opiacés).

Comme nous le notions les années précédentes, on rencontre dans ces événements des usagers particulièrement jeunes, souvent mineurs et parfois ayant moins de 16 ans. Certains y font là leur première consommation, notamment d'ecstasy, de LSD, de kétamine ou encore de cocaïne. Les secouristes indiquent ainsi s'occuper régulièrement de très jeunes personnes se trouvant dans un état fébrile, anxieux, voire ayant fait un malaise, à la suite de prise de produit dont ils ignorent même parfois la nature.

Un important travail de prévention et de réduction des risques est donc à mener sur ces temps, que plusieurs associations se partagent en fonction de leur spécificité, y compris depuis peu en y associant l'analyse de produits via le laboratoire régionale CCM. Cependant la forte présence policière (en uniforme ou en civile) à l'intérieur et à l'extérieur des lieux complique parfois la mission des intervenants, quand les usagers se font d'autant plus discrets et craignent de se faire repérer comme tels en fréquentant les stands, chill-out ou espace d'analyse de produits. De plus les consommations se font de ce fait de manière d'autant plus cachées, rapides, et donc avec des prises de risques amplifiées (dosage approximatif, réutilisation de matériel, espace de préparation peu hygiénique, etc.).

Des intervenants notent particulièrement le manque de connaissance liée aux produits, notamment des plus jeunes concernant la prise d'ecstasy (« *Ils pensent que c'est du prêt-à-manger, ils avalent ça comme un doliprane* » (intervenante CAARUD)), et sont amenés à réaliser des accompagnements en « réassurance » sur beaucoup d'événements. Cependant ils notent par ailleurs une connaissance assez diffusée des différents outils de RDR chez de nombreux usagers plus âgés (plus de 25ans), notamment des RTP, et ils ont également pu rencontrer à diverses occasions des revendeurs de drogues qui se fournissaient en matériel de consommation à moindre risque (RTP et kitbase, parfois même kit d'injection) sur le stand afin de les distribuer à leurs clients.

Concernant les produits, cette année a été particulièrement marquée par la présence importante de kétamine, largement consommée sur place, mais aussi revendue (entre 40 et 50 euros le gramme). Certains usagers en consomment ainsi également ici pour la première fois.

Les ecstasys restent extrêmement présents également, plusieurs revendeurs à chaque événement répondent à une demande forte de consommateurs entre 15 et 35 ans en moyenne,

qui les consomment gobés ou de plus en plus sniffés (afin d'atteindre l'effet plus rapidement). La cocaïne, de plus en plus présente également, peut aussi être revendue sur place mais moins massivement, et un certain nombre d'usagers préfère se fournir en amont de l'événement auprès de leur revendeurs habituels/personnes de confiance, plutôt que de prendre le risque d'un mauvais produit sur place.

## ***Les clubs***

La scène club n'a que peu évoluée cette année, la variation des lieux (taille, programmation musicale, localisation), entraîne parfois des ambiances plus ou moins propices aux consommations de produits. Nous notions en introduction de cette partie la « berlinisation » qui se poursuit notamment avec l'organisation de soirées type « N.G » et les codes associées (espace de liberté, etc., cf rapport 2018)

Certaines autres soirées, très prisées (les places se vendent en quelques jours, voire heures) sont également particulièrement connues pour leurs ambiances festives largement agrémentés par la consommation de produits, d'autant qu'elles associent un public de la scène homosexuelle et celui des clubs plus généralistes qui apprécient tout particulièrement ces ambiances (cf rapport 2018). Néanmoins ces soirées semblent avoir évoluées au cours des dernières années, au fur et à mesure de leur réputation, vers des ambiances plus « sérieuses » et « événementielles » en rapport avec celle jugée par certains plus « bon enfant » et « loufoque ».

*« Du public confidentiel à l'ambiance familiale des débuts, on est passé à une approche plus événementielle » (observateurs). « où l'on se déguise sur place, plus dans l'idée de s'amuser que de se faire un déguisement travaillé et réussi. Ce n'est que plus tard que se costumer deviendra un enjeu plus sérieux, avec des pièces travaillées pendant plusieurs semaines, mettant en avant l'aspect spectaculaire de ces soirées plutôt que l'ambiance festive loufoque que l'on pouvait trouver dans les premiers temps » (observateurs)*

*« T'arrivais, tu mettais une perruque, tu mettais du rouge à lèvres, c'était rigolo. Puis petit à petit c'est devenu beaucoup plus sérieux. Les gens se sont mis à préparer leur costume des semaines à l'avance et à investir pas mal de thunes dedans. Du coup c'est devenu plus spectaculaire et c'est à la fois devenu plus guindé... c'est devenu, pas coincé, mais un peu m'as-tu-vu, un peu on se montre et voila. » (usager)*

*« c'est grosse soirée gay mais vraiment où t'as que des mecs qui passent leur temps à la salle des machines à muscler leur corps et qui viennent pour draguer, pour prendre de la drogue et la musique est horrible. Donc petit à petit à [nom de la soirée], t'as un petit public de Gym Queen, [...] et qui viennent pour pécho et*

*en général qui prennent de la coke, ou de l'ecsta, ou du G. Et voila. Et ça y'avait pas du tout avant. Mais ça reste quand même sympa.. » (observateur)*

Les consommations de produits peuvent en partie répondre ici à certaines exigences de théâtralisation du personnage que l'usager souhaite incarner à l'occasion de cette soirée.

*« C'est beaucoup de gens, c'est beaucoup de travestit et les travestis ils ont besoin de jouer un personnage qui a énormément de confiance en lui et qui déborde d'énergie et qui parle beaucoup. Du coup la coke ça va parfaitement. » (observateur)*

Les ecstasys répondent également à ces mêmes effets, notamment associés au plaisir de la danse et de la musique qu'ils amplifient.

Le GHB semble enfin également être ici particulièrement présent, l'ivresse et la désinhibition qu'il permet s'accordant également avec les ambiances de drague et de mise en scène de soi qui lui sont propres, d'autant plus qu'il est également habituellement consommé par une partie du public gay qui fréquentent ces soirées.

Enfin, rappelons que, comme décrites les années précédentes, les consommations de drogues au cours des soirées en clubs ont généralement débuté en amont de la soirées (« before » : apéro au domicile d'une des personnes du groupe d'amis, ou sur les quais, ou encore au bar, avant de rejoindre le club), où vont se consommer alcool (en particulier car il sera beaucoup plus cher une fois passé les portes du club) cocaïne et parfois déjà ecstasy. Les quantités de ces produits peuvent être sur ce temps plus restreintes (demi-cachet, « petite trace ») qu'une fois l'ambiance de fête réellement installée.

*« J'étais plus graduel dans les soirées en appart'. Je me rendais compte que l'intensité du produit [ecstasy] elle pouvait être envahissante dans un appart. Je fractionnais. » (usager)*

*« Au lieu de prendre par demi ou par cachet entier, pareil, je voyais si je connaissais le cachet. Si je le connaissais pas je fractionnais tout le temps.[...] Mais je prenais toujours par 1/4 en appartement. » (usager)*

La consommation en club s'étalera ensuite sur plusieurs heures, les produits stimulants étant particulièrement privilégiés.

Et viendra ensuite pour certains le temps d'after où après avoir quitté le club il s'agit de rejoindre un établissement spécialisé dans ces temps de fin de nuit/matinée, où poursuivront la fête les plus éveillés, avec l'effet des produits commençant à s'estomper (redescente) mais pour certains se sont de nouvelles consommations qui s'y feront (mêmes produits qu'en club, ou produits plus calmants type kétamine) et les effets se cumulant ainsi avec les précédents.

Ces lieux peuvent être plus ou moins appréciés en rapport avec ces consommations et états avancés d'ivresse (quel que soit le produit) de bon nombre de personnes, « endroits où tout le monde est arraché et où plein de monde continu de taper fort pour se finir... » (observateur) quand les conditions de consommations semblent un peu plus libres qu'en club classique.

A la sortie du club, l'after peut également avoir lieu au domicile, qui accueillera pour un temps encore collectif des groupes d'amis ou de connaissances, où les consommations se renouvelleront également, où le GHB et la kétamine auront d'autant plus leur place, où l'alcool sera revenu à un prix abordable (acheté en épicerie de nuit par exemple), et où il s'agira également de « finir les stock » des autres produits encore en poche.

## *Les squats*

Nous avons évoqué en introduction le déclin depuis la rentrée de septembre 2018 des grosses soirées en squat réunissant ces centaines voire des milliers de personnes, telles qu'elles avaient lieu depuis plusieurs années à Lyon et encore sur le début 2018 (notamment via une programmation électro et l'ouverture de lieu de taille importante qui faisait office d'after pour un grand nombre de clubbers attirés par l'ambiance underground, bien que peu familiers des codes contre-culturels, cf rapport 2018). La particularité de la mixité des publics (squatters, militants politiques, usagers de CAARUD et clubbers), les difficultés qui en ont résultées (violences, ambiances conflictuelles, cf rapport 2018) et les tentatives de gestion (des conflits, de la revente de drogues, etc) infructueuses, auront fini par lasser/rebuter définitivement une partie des organisateurs et des personnes fréquentant les lieux pour le modèle alternatif qu'ils proposaient à l'origine et qu'ils jugeaient s'éloigner de plus en plus (un texte publié sur un site internet interrogeait le sens politique de la fête dans ces soirées), un observateur concluant cyniquement/lucidement ce cycle ainsi « *la mixité sociale entre gauchistes et clubbers a été un échec* ».

Autour d'un lieu symbolisant le tournant opéré, un observateur indique ainsi : « *Les premières soirées ont mobilisé des équipes nombreuses avec une attention particulière à la pédagogie (notamment sur les responsabilités individuelles qu'induisait la grande liberté permise), mais aussi à rendre visibles les personnes qui pouvaient servir de ressource en cas de problème. Ces tentatives ont, semble-t-il, été un échec et ont donné lieu à la publication de lettre ouverte très négative. La consommation de drogue n'est pas directement mise en cause, mais semble vue comme un phénomène aggravant les comportements antisociaux constatés par les organisateurs* »

Le resserrage sur des soirées aux motifs exclusivement politiques (soirées de soutien à diverses causes) et sur des lieux de tailles plus restreintes, avec un public « d'habituels », s'est alors mis en place au cours de l'année, et les plus gros lieux ont fermé sans que de nouveaux ne soient ré-ouverts. Les consommations de drogues peuvent y exister mais elles sont moins ostensibles sans pour autant devoir être dissimulées. On trouve d'ailleurs dans ces plus petits lieux des stands de matériel de consommation à moindre risques, parfois même plus fournis que dans les plus gros lieux des années précédentes, sauf quand l'occasionnelle présence d'une association d'auto-support venait à les garnir.

Les espaces de consommations varieront selon le type de lieu, de l'intimité des toilettes « *classique indémodable* » quand il n'est pas possible de consommer ouvertement, mais celle-ci ne sont pas investis particulièrement quand il est possible de consommer ailleurs « *En squat, à Lyon, ces dernières années, finalement y a tellement d'endroits free que... pfff... les chiottes, ça commençait à se démoder* ». Des espaces ont pu parfois être spécifiquement agencés pour y permettre la consommation.

*« Moi, ça fait 15 ans que je suis à Lyon, pour voir un peu l'évolution, c'est que, depuis quelques années, quand les gens ouvrent des squats, créent des espaces comme ça, y a toujours des espaces... des « chill », [...] Ces « salons » un peu à l'écart du reste de la fête, un peu plus calmes, où les gens peuvent se prendre de la drogue. C'est leur petit salon. Voilà. Ils mettent des conditions agréables, confortables pour ça. Ça... quand j'étais organisateur... enfin, organisateur de squats il y a quelques années, on pensait pas à ce genre de trucs là, en fait. Parce que... on pensait plus à faire un grand bar, et donc ça, ça montre aussi un peu la différence des usages de drogues en fait, quoi. Et aussi que les organisateurs pensent aussi à ça. ».*

Concernant les produits, pas de nouveauté particulière si ce n'est la présence massive de kétamine, « *produit phare de l'année* » (observateur), systématiquement observée, et consommée à la fois dans le court de la soirée et en redescende d'autres produits stimulants. Nous avons également pu observer l'usage de protoxyde d'azote (marginal), de LSD (typique de certaines soirées) et bien évidemment d'ecstasy, d'autant plus massivement sur la première moitié de l'année de par le nombre de personnes présentes. La cocaïne a également été très présente cette année.

### ***Point spécifique achat/revente en espaces festifs :***

Concernant les pratiques d'achats/reventes, nous pouvons constater que les figures d'acheteurs et de revendeurs sont en parties les mêmes quelques soient les espaces, mêmes si des spécificités peuvent apparaître selon les scènes.

- Les revendeurs d'opportunité se rendant spécifiquement sur les lieux de fêtes sans intérêt spécifiques pour la soirée en elle-même (que ce soit en free-party, en club, en festival ou en squat, et parfois même plus occasionnellement en soirée chemsex où des revendeurs totalement extérieurs à la communauté peuvent occasionnellement venir apporter des produits), des revendeurs profitant de l'occasion d'une soirée sur une scène qu'ils fréquentent eux-mêmes (pour la musique ou pour les activités qui s'y déroulent, chemsex par ex) pour revendre une partie de leur marchandise, des fêtards qui revendent une partie de leur surplus acheté sur place ou qu'ils ont amené avec eux, ceux qui se trouvent à dépanner des connaissances se faisant une marge au passage...

- Pour les modes d'achat, il y a ceux qui prévoient en amont auprès de leur revendeur habituel, ceux qui prévoient une partie seulement et comptent sur une rencontre sur place (ex : cocaïne/héroïne achetée avant et ecstasy sur place) en s'appuyant parfois sur des connaissances qui feront lien (« *Ben, moi, je sais qu'en soirée, je suis souvent sollicitée pour de la vente, un peu. Soit des personnes que je connais, qui me disent : « bah tiens, j'ai ça à vendre, du coup, si quelqu'un cherche, tu peux me l'envoyer »*, ou à l'inverse, des personnes qui disent : « *Ben, je cherche ça, donc, si tu connais un vendeur... »* donc, voilà, un peu du... relationnel, quoi....et ça, je pense que c'est pas vraiment en tant qu'organisatrice de concert

*qu'on vient me voir pour ça, mais plus parce que, du coup, c'est des personnes que je connais et qui savent que, potentiellement, je peux faire un lien »*), ceux qui consommeront uniquement ce qu'ils trouveront sur place, ceux qui sont en charge d'acheter en amont pour tout un groupe d'amis, et ce via un revendeur attiré, une livraison à domicile (« dealer de ville » et les avantages qui s'y rapportent : confidentialité, être livré alors que la fête a déjà débutée, ne pas avoir à anticiper...) ou dans l'espace public...

En somme, au sein des groupes d'amis ou d'interconnaissance qui consomment des produits psychoactifs ensemble, il semble que l'activité d'achat de produits se décline à peu près sous les mêmes modalités, et que sur chacune des scènes festives on trouve les mêmes manières d'investir l'activité de revente de produits.

Nous pouvons envisager via certains retours que certains espaces peuvent être plus propices à l'achat de produits en plus grande quantité notamment sur les scènes alternatives où l'on peut trouver par exemple des plaquettes de LSD (une centaine de buvards), et certains revendeurs ayant des stocks importants d'ecstasy ou de kétamine

## Usage de drogues en prison

Il nous a semblé important de faire un point sur les usages de drogues en milieu carcéral, qui peuvent être évoqués par différents professionnels et par des usagers eux-mêmes. La prison est loin d'être un lieu à l'écart des usages de produits, et ceux-ci semblent même prendre une part bien spécifique dans la vie carcérale pour de nombreux détenus. Les raisons des consommations sont multiples et ont principalement à voir avec la gestion de la vie en détention (vie intime/personnelle et vie sociale), mais nous ne les détailleront pas ici, faute de recueil d'informations suffisantes dans le cadre du dispositif TREND (pas d'observations directes ni d'entretiens approfondis). Citons simplement cette médecin qui rappelle le cadre dans lequel elles s'inscrivent en partie :

*« donc, des consommations relativement traditionnelles mais ce qui les distinguent des consommation de la population en générale, c'est la massivité, c'est-à-dire que c'est vraiment très important. C'est très important, c'est permanent. Alors, quand on les interroge un peu sur le sens de ces consommations, on voit qu'elles s'inscrivent quand même dans une démarche d'automédication....de syndrome anxieux, de volonté de virer l'impulsivité pour certains aussi... de la vacuité existentielle, voilà, quand même, ça tourne beaucoup autour de ça... c'est-à-dire des vies qui ont pas de sens et on va traiter l'ennui avec la prise de produits... pour certain, c'est des désinhibants, notamment avec l'alcool, parce qu'il y a des histoires familiales particulières, ce qui fait qu'il y a des troubles du comportement, etc. »*  
(focus sanitaire).

De même que les manières de s'approvisionner pourraient faire l'objet d'investigations plus poussées, notons simplement qu'elles peuvent être diverses : détenu lui-même « *Parce qu'il y en a qui arrivent en détention avec des produits qu'ils peuvent cacher et qu'ils continuent de consommer tant qu'ils sont approvisionnés...* » (intervenante prison), par des projections extérieures (famille, amis, réseaux), par drone (un cas à l'EPM cette année), par les visites en parloirs, par les surveillants....

Le produit majoritaire reste le cannabis, fumé en joints, et principalement sous forme de résine.

L'alcool est également consommé occasionnellement, généralement en « binge drinking » puisque ce sont principalement des alcools forts qui rentrent (« *on va pas prendre des risques pour de la bière! ....c'est plutôt du rhum, de la vodka (plus discret dans la bouteille)* » (détenu)) et qu'il s'agit souvent pour les détenus d'obtenir une ivresse avec des quantités restreintes, qu'il vaut mieux ne pas conserver trop longtemps en cellule (l'alcool étant plus difficile à cacher qu'un morceau de résine de cannabis ou que quelques grammes de poudre). Les médicaments (TSO et benzodiazépines) sont également consommés détournés de leur usage, afin d'obtenir une « défonce » apaisant les vécus difficiles en détention, mais sont également objets de connotations spécifiques et apparaissent plus volontiers ici comme « drogues » que pour les consommateurs en milieu libre, d'autant plus que ceux qui ici les prescrivent sont d'autant plus suspectés par les détenus d'avoir pour mission « *la paix sociale* » (détenu) c'est à dire le bon fonctionnement de la détention et l'apaisement des tensions quitte à ce que cela passe par une forme de contention chimique. La figure du « *zombi cachetonné* » rejoint ici celle du « *junkie drogué* », et particulièrement auprès des

populations d'origine maghrébine qui connaissent les détournements de médicaments à des fins de « défonce » à la fois sur le territoire français (Rivotril, Lyrica, cf. encadré plus haut) et pour certain dans les pays d'origine.

Les ecstasys et la cocaïne font également partie des produits en circulation dans la prison.

Nous pouvons noter enfin que les consommations sont également nombreuses dans les lieux d'incarcération pour mineurs (EPM) où les soignants rapportent des usages de cannabis particulièrement importants (plusieurs dizaines de joints par jours), des consommations d'alcool sur le mode «binge drinking» également, et à noter que certains jeunes arrivent en détention avec des syndrome de sevrage alcoolique (delirium tremens) et aux benzodiazépines indiquant des usages particulièrement élevés à l'extérieur.

En établissement pour majeurs, des décès peuvent être parfois suspectés d'être en lien avec des usages de drogues (qu'il s'agisse de surdose, de bouffée d'angoisse pouvant conduire au suicide, etc.) mais généralement il n'est pas possible d'obtenir des précisions sur la nature du décès du fait des obstacles médicaux légaux.

## Consommation et travail

Les contextes de consommation de drogues au travail sont mentionnés par différents observateurs, usagers comme professionnels, et concernent tout autant des personnes insérées que d'autres plus précaires qui occupent des emplois occasionnels, mais qui tous font usages de produits notamment stimulants pour répondre aux conditions particulières de leur cadre de travail. C'est le cas d'usagers de CAARUD qui amplifient leur consommation de cocaïne ou d'amphétamines sur la période des vendanges, mais aussi leurs consommations plus festives (ecstasy, kétamine, lsd) du fait du contexte spécifique de socialisation qui s'y rapporte (cf. rapport 2018), de même que le public saisonnier, plus ou moins inséré, pour les autres temps de récoltes de fruits, ou encore en station de ski. D'autres usagers qui sont livreurs à vélo consomment également de la cocaïne pour tenir le rythme, mais aussi des personnes travaillant dans la restauration. La cocaïne est plus directement utilisée donc dans les emplois qui impliquent des volumes horaires importants (tenir le rythme) et une efficacité indexée à une production collective (tenir le rythme des autres), voire concurrentielle (avoir le meilleur rythme).

Les conditions de consommations se posent pour ces usagers, qui peuvent rarement consommer de manière visible sur leurs lieux de travail, ni même conserver de matériel de consommation. Ainsi certains injecteurs de cocaïne passent au CAARUD récupérer du matériel d'injection, certains parfois même sur leur temps de pause, afin de ne pas conserver de matériel avec eux sur leur lieu de travail ou au domicile.

Enfin, notons aussi que les organisateurs de soirées ou autres professions du monde de la nuit (barman, etc.), sur les scènes commerciales ou alternatives, sont aussi un public qui peut être amené à faire usage de drogue pour mener à bien sa mission (salarisée ou bénévole)

*« Ben si... y a un moment où on te dit... « la soirée, on a décidé collectivement qu'elle durait au moins jusqu'au premier métro », bon ben... qu'il paye sa trace, en fait. Parce que moi, personnellement, sans rien, je suis pas capable de tenir ça et après, pour le coup, à 5h du matin... j'étais peut-être un peu de mauvaise humeur, mais j'étais tout à fait capable de gérer la soirée, servir au bar, virer les gens qu'il fallait virer – parce que c'est aussi ça, en fait, à partir d'une certaine heure ».*

## APPROCHE PAR PRODUIT

Nous n'aborderons pas ici en détails l'ensemble des produits comme dans le rapport complet paru en 2018 et le prochain à venir en 2020, nous noterons seulement les phénomènes notables ou l'absence de phénomène.

Nous développerons néanmoins de manière plus détaillée les données sur la cocaïne, qui nous semble cette année encore avoir été l'objet d'attentions spécifiques de la part des différents informateurs.

### COCAÏNE

Nous insistions l'an dernier sur l'amplification constante depuis plusieurs années de la diffusion de la cocaïne sur le territoire français, rejoignant des constats à l'échelle européenne et mondiale : la production (les surfaces de coca cultivées ont doublé en 2017), le trafic et la consommation s'intensifient, et le produit se diffuse dans des groupes de consommateurs de plus en plus divers.

#### Usagers

On la retrouve en effet désormais sur la plupart des espaces festifs, commerciaux comme alternatifs, et les usagers les plus précarisés y ont également un accès de plus en plus facilité (accessibilité, prix), qu'ils résident en milieu urbain ou rural. Ainsi les consommateurs de cocaïne, que ce soit par injection ou basée, ont cette année encore augmenté dans les files actives de plusieurs CAARUD de la région situés ou intervenant dans des environnements divers (petites ou grosses agglomérations, milieu rural)

« On le voyait déjà en ville, on le voit aussi dans le monde rural, peri urbain, nord [du département du Rhône] (Arbresle,... ) la coke elle est partout dans ces zones alors que l'an dernier y'en avait qu'un peu » (intervenante CAARUD)

« L'an dernier les consommations ont augmenté chez gens précarisés, cette année ça c'est renforcé, même à la campagne » « On en entend parler par les partenaires [d'autres service médico-sociaux] dans le nord [du département du Rhône] maintenant » (intervenante CAARUD)

Les intervenants de CAARUD rapportent également ces consommations de cocaïne par des usagers habituellement d'opiacés qui ont transité vers la cocaïne, aussi bien usagers en grande précarité présents sur l'espace public que chez des usagers plus installés y compris dans ces zones rurales. Les usagers russophones, déjà injecteurs de méthadone, ont quant à eux rajouté la cocaïne à leur consommation, réalisant souvent des injections alternées ou concomitantes des deux produits (les intervenants indiquent que cela est évident au vu du matériel distribué (seringues 1ml et cup, alors qu'ils injectent la méthadone avec des 10 voire 20ml et sans utiliser de cup).

En plus de ce transfert des opiacés vers la cocaïne, que nous notions déjà l'an dernier, le passage à l'injection via la cocaïne, qui est toujours constaté cette année à la fois par les professionnels des CAARUD et des CSAPA, chez des usagers à la fois jeunes (en âge et dans leur parcours de consommateur) mais aussi plus âgés avec parfois de long parcours de consommation derrière eux et qui n'avaient jamais été injecteurs.

Les très jeunes usagers en précarité rencontrés dans les centres villes de plusieurs villes (cf. plus haut), y compris certains MNA, sont également largement consommateurs de cocaïne, qu'ils l'injectent, la basent ou la sniffent. Une consommation de cocaïne sniffée et basée est également constatée de plus en plus présente chez des jeunes squatteurs de milieux plus connectés à des scènes festives et/ou politiques.

Du côté des jeunes, ces usages de cocaïne concernent également des jeunes plus insérés, notamment vus en CJC, où les professionnels réorientent souvent à ce motif vers les consultations CSAPA plus traditionnelles.

*« on voit arriver des jeunes d'une petite vingtaine d'années, dans des polyconsommations, qui viennent seuls, avec effectivement la cocaïne qui est très... qui est sur-représentée ou en tout cas qui est LE motif de l'inquiétude et de la consultation. Et en fait, de plus en plus souvent, les accueils CJC donnent lieu à des consultations médicales assez rapides, ce qui n'était pas du tout le cas il y a quelques années... .. voilà, ça, c'est clairement identifié »* (focus sanitaire)

L'arrivée d'un public d'usagers plus insérés dans les CAARUD au motif d'une demande en matériel de consommation de cocaïne-basée (kit base) est également notée par plusieurs CAARUD, qui indiquent parfois ici leurs difficultés à fournir ce nouveau public où la demande implique une hausse des frais en achat de matériel (+ 150% pour certains), et les pénuries en kit-base peuvent exister notamment si des arrivées massives de consommateurs n'ont pas pu être anticipées. Certains CSAPA qui distribuent du matériel peuvent être face aux mêmes difficultés.

Enfin, des usages de cocaïne sont également de plus en plus constatés à l'hôpital psychiatrique, qui sont le fait de patients aux niveaux d'insertion sociale divers, ce qui n'est pas sans interpeller les équipes -notamment lorsqu'ils constatent ces usages dans des cadres collectifs- en terme d'interaction avec le cadre du soin et les troubles psychologiques et sociaux qui peuvent s'y rapporter.

*« au niveau de la cocaïne, on a plusieurs patients qui se sont mis à consommer ensemble, qui se font des soirées entre patients de notre service ou de l'hôpital... d'hôpitaux de jour et qui consomment beaucoup, qui se mettent dans des situations sociales pas possible ».* (focus sanitaire)

Concernant les espaces festifs, nous notions donc la diffusion de l'offre et de la consommation de cocaïne dans l'ensemble des espaces investigués (commerciaux -dont bars et clubs- et alternatifs), où elle s'est largement déprise de sa connotation de drogue de riche/jet set, et semble de plus en plus banalisée, à la fois dans ses représentations et dans son cadre d'usage. Elle est ce produit que l'on peut consommer pendant la soirée pour en profiter à plein, mais aussi en amont pour se donner « un petit coup de fouet » (usager), voire même en dehors d'un cadre festif clairement établi comme lors de temps d'apéritif en semaine entre amis par exemple. Nombre de trentenaires, voire quarantenaires, installés, indiquent en faire un usage de plus en plus régulier « après être allé chercher les gamins à l'école ») la cocaïne s'accommodant avec les exigences de cette vie plus casanière.

Ainsi certains usagers la comparent en la différenciant de la MDMA et insistent sur son caractère plus léger, moins psychoactif, et ainsi plus adapté à cet usage quasi quotidien, quand la comparaison de la cocaïne avec ce produit plus puissant et consommé en d'autres circonstance peut contribuer à renforcer sa banalisation. Les ecstasys sont ainsi réservés à des

événements « où on peut se permettre d'être plus déchiré », et la cocaïne apparaît d'autant plus anodine.

Pour la plupart des usagers, l'augmentation de la qualité de la cocaïne est de plus en plus reconnue, alors que ce produit avait plus souvent mauvaise réputation il y a quelques années, le mauvais rapport qualité-prix freinant pour beaucoup l'intérêt de l'usage. Produit-qualité donc, qu'on partage entre amis, à l'instar d'un bon vin ou d'une bonne bière, sans conséquence ou presque sur la gestion du quotidien, du moins avant que d'éventuels problèmes financiers, somatiques ou psychiques ne se fassent sentir pour certains usagers.

Notons enfin pour finir que l'usage de cocaïne sur le lieu de travail est toujours une tendance marquée dans certains contextes notamment dans le cadre d'emploi saisonniers, de la restauration, de l'organisation de soirée, ou de la livraison. (cf plus haut),

Si en espace festif le mode d'usage reste majoritairement le sniff, les intervenants en RDR font également état de distribution occasionnelles de kits base et de kits d'injection notamment en festivals, pour des usagers qui consommeront sur place. Ainsi, il faut constater que pour ceux-ci il n'est « *pas envisageable de penser une alternative à l'injection* » (intervenant CAARUD) y compris dans ce contexte, les effets de la cocaïne fumée et plus encore injectée étant décrits comme incomparables à ceux de la cocaïne sniffée. « *C'est vraiment un autre produit* » (usager), indubitablement.

### **Prix/marché**

Le vente au demi-gramme se généralise, aussi bien pour ces usagers précarisés (dont nous décrivions l'an dernier déjà des comportements d'usage (manche, et consommation) qui se modifient du fait de ce produit en particulier (cf rapport 2018)), que sur les espaces festifs où il semble de plus en plus courant de pouvoir acheter un demi-gramme, qu'il s'agisse d'espaces alternatifs ou commerciaux (sans quoi les usagers les moins fortunés privilégient souvent des achats groupés (un gramme à plusieurs), voire au pochon de 10 euros).

Les prix continuent cependant de décroître, et varient encore assez nettement d'une région à l'autre et d'un contexte à l'autre. On constate ainsi en espace festif commercial un prix moyen au gramme alentour de 80 euros, plus chère dans certains espaces et plus souvent à 60 euros dès que le revendeur est connu de l'utilisateur. Les demi-grammes sont ainsi à 40 voire 30 euros, quand dans certaines régions (valentinoise notamment) le gramme peut baisser jusqu'à 50 euros et 25 euros le demi.

Vendue sur les espaces festifs de consommation (clubs, bars), livrée à domicile (parfois proposée en livraison à domicile par les mêmes revendeurs que ceux rencontrés en espace festifs, qui laissent leur numéro de téléphone dans les pochons), voire proposée en marché de rue sur les lieux de ventes d'autres produits (cf. plus haut partie trafic), la cocaïne est de toute évidence un produit dont la disponibilité va croissante et dont le marché est en pleine expansion avec des stratégies commerciales qui n'ont pas fini de s'adapter à un public de plus en plus varié.

L'augmentation de sa qualité est certainement corrélée à cette grande disponibilité et effets de concurrence associée, les taux de pourcentage des cocaïnes analysées via SINTES n'ayant jamais été aussi hauts (jusqu'à 95%), de même que ceux des analyses réalisées sur des saisies (et sans biais relatifs aux critères de collecte du dispositif SINTES)

*« la teneur augmente lentement mais sûrement, et effectivement, maintenant, ça nous choque plus de trouver – au niveau de la dose de rue – des... des cocaïnes qui sont pas coupées. Voilà. Qui sont vraiment... de la cocaïne d'import à 80%, avec juste le Levamisol® et les produits de coupage habituellement associés au niveau... au niveau du produit d'exportation » (focus loi)*

## **Dommmages**

Les dommages liés à la consommation de cocaïne ont été pointés particulièrement cette année par les intervenants médico-sociaux accompagnant des usagers (CSAPA, CAARUD, CJC, Hôpitaux, Urgences).

Les problèmes d'argent reviennent régulièrement, qui sont parfois à l'origine des demandes d'aide auprès de services de soin.

*« A un moment, ils sont en train de se rendre compte qu'ils sont en train de tout perdre... Alors, y a des situations professionnelles... très bien, qui gagnent .... On a quand même des patients qui claquent plus de 10 000 € par mois dans la cocaïne. Donc, souvent, des fois, ils sont chefs d'entreprise et puis à un moment, ils se disent qu'à force de piquer dans les caisses... Donc, voilà, ils sentent qu'y a... ils viennent souvent quand ils ont un peu... ils sont au fond, quoi. » (focus sanitaire)*

Des intervenants notent également les situations de certains usagers de CAARUD qui perdent, avec le passage à la cocaïne, leur peu de confort matériel (perte du logement/hébergement pour loyers impayés, engloutissement du RSA...)

Si les conséquences en termes de comportement sont également notées (ainsi des ambiances plus tendues et des hauts niveaux de violence entre usagers sont pointés dans certains CAARUD comme étant le fait des effets de la cocaïne et notamment sur les usagers en particuliers que les intervenants ne connaissaient pas sous ce jour), ce sont surtout les dommages somatiques et sociaux qui sont énoncés.

Les troubles cognitifs chez des usagers de cocaïne par voie fumée ou injectée ont été pointé par plusieurs professionnels lors du focus-groupe, comme semblant plus manifestes que les années précédentes, de même que l'amplification de troubles psychiatriques.

*« c'est plusieurs de nos patients schizophrènes, qui se sont mis à injecter de la cocaïne et qui... qui font flamber tout le monde, enfin, qui sont dans un état de délabrement !... enfin, qui sont vraiment sur le fil de l'urgence vitale en permanence. On suit les familles sur notre dispositif d'accueil des familles, avec des familles qui sont complètement paniquées, complètement désespérées, voilà, les patients eux-mêmes alternent entre une indifférence absolue et des états de panique avancés. »*

Les pertes de poids des usagers de CAARUD suite à des périodes de consommation de cocaïne, ou suite au passage entre produit opiacé et cocaïne, sont également particulièrement mentionnées, de même qu'un affaiblissement général du corps.

Des suspicions de décès par infarctus ou AVC émanent des échanges avec différents professionnels de CSAPA, à la fois en agglomération lyonnaise, stéphanoise et grenobloise, sans néanmoins que des rapports d'autopsie ne viennent établir l'implication réelle de la cocaïne dans ceux-ci.

*« y a un patient qui était pas... qui se déclarait pas comme consommateur de cocaïne, mais, lors d'un passage aux Urgences pour une crise d'épilepsie sur un sevrage alcool, on a retrouvé de la cocaïne dans ses urines. Et il est décédé chez lui, tout seul. Donc, on s'est dit que vu le contexte actuel, y avait possiblement – chez des patients un peu vieillissants et consommateurs d'alcool – une surmortalité peut-être par infarctus du myocarde sur des consommations ponctuelles de cocaïne » (focus sanitaire)*

## **AUTRES PRODUITS avec points d'évolution :**

### **Kétamine**

- La kétamine été nous l'avons dit particulièrement remarquée en espace festif cette année y compris en club où elle était marginale auparavant

### **Cannabis**

L'usage du cannabis apparaît toujours comme largement banalisé sur l'ensemble des espaces, et notamment dans les consultations en addictologie (ce n'est pas le produit qui motive la consultation, et il est généralement mentionné comme usage régulé, tout du moins en comparaison avec d'autres produits). Banalisé aussi par les plus jeunes consommateurs, ou le mode d'obtention par réseau d'amis favorise à la fois l'obtention et cette banalisation.

*« Pour l'approvisionnement, moi on me parle pas du tout des cités. On me parle pas de gros dealers ou tout ça. C'est le pote de la classe d'à côté, c'est quand on attend à l'abribus ou à la station de tram, on vous file un petit pochon avec à l'intérieur un 06. Quand vous allez dans certains lieux, y a des jeunes, hein, qui vendent mais qui sont pas des gros dealers, ben, comme vous disiez tout à l'heure, hein, c'est des jeunes qui se font un petit peu d'argent de poche, qui achètent quelques barrettes de plus, donc ça va très vite, hein. C'est le copain, c'est le cousin » (focus loi)*

Les soignants exerçant en hôpital psychiatrique notent également sa présence « massive », consommation souvent motivée par les patients comme « régulatrice d'humeur », mais parfois celle-ci a pu accompagner/amplifier/déclencher des crises de décompensation (des résines fortement dosées, analysées via SINTES, ont été suspectées d'être impliquées dans des moments de crises).

Les taux de concentration du cannabis semblent encore avoir augmenté cette année. *« l'année dernière on était à 24% en moyenne sur la résine et 12% sur l'herbe. Du coup, cette année, on a effectivement une teneur moyenne qui est passée de 24 à 26% sur la résine, qui a un petit peu augmenté aussi pour l'herbe, qui est passée de 12 à 14n, mais c'est surtout en fait qu'on a eu deux vagues où on avait de la résine à 40% et de l'herbe à quasiment 30% ».* (focus loi)

Enfin, nous pouvons noter que l'usage du vaporisateur (observé extrêmement marginalement pour d'autres produit, comme la DMT) est à noter sur l'ensemble des espaces festifs. Bien que concernant un nombre restreint d'usagers, cela semble tout de même indiquer une diffusion de la pratique et la tentative de ces usagers de privilégier ce mode de consommation y compris en dehors du domicile. Les raisons de santé sont les principales invoquées, notamment grâce à l'évitement de la combustion et de l'usage du tabac qu'il permet.

## Prégabaline/Lyrica

L'usage de **prégabaline/Lyrica** est particulièrement observé chez les migrants jeunes ou adultes (d'Afrique et des Pays de l'EST), et également à l'arrivée en détention de nombreux détenus (cf. plus haut).

## Ecstasy

**Les ecstasys** restent majoritaires sur la MDMA, et les logos plus particulièrement observés cette année, dont certains avaient des indications de dosage (sur le cachet lui-même ou annoncé par le revendeurs du fait d'un achat darknet, mais non vérifié par analyse) ont été : **Lucky-Luke bleu (supposé à 350 mg) Don Pérignon rose (125mg supposé), Cœur gris (350 mg supposé), Tesla bleu, messengers verts, Cœur rose, Superman bleu, Rolex beige , Malabar Rose, Anonymous, Jocker violet, Levres rose, Hulk vert.** La police scientifique a par ailleurs indiqué avoir analysé des ecstasys saisis dans la région (Pikachu jaune et Pikachu Bleu) dosés jusqu'à à 230mg de MDMA.

## Skénan

- Le **Skénan** reste l'opiacé de prédilection des usagers de certains CAARUD, notamment ceux implantés à Lyon, même si d'autres CAARUD notent un développement de son usage (Bourg-En-Bresse). Meilleur rapport qualité/prix, il détrône toujours l'héroïne qui devient pour certains usagers un produit « *juste pour chasser le manque* » (usager) inversant ainsi l'usage plus traditionnel des MSO utilisés dans ce cadre. Certains usagers ont une consommation de très longue date de ce produit qu'ils ont débuté de manière légale pour une indication de traitement de la douleur ((kyste aux ovaires, douleurs aux jambes, au dos), qu'ils continuent d'utiliser après la dépendance installée ou en guise d'automédication, d'autres le découvrent en marché de rue à Lyon comme le produit opiacé le plus simple d'accès. Il est principalement consommé en injection, y compris par ces très jeunes usagers (cf plus haut) qui n'ont jamais eu d'autres consommations d'opiacé en amont.

Le marché de rue lyonnais est toujours bien présent, bien que les restrictions de prescription (cf rapport 2018) qui se sont poursuivies cette année (convocation d'usagers devant le médecin conseil, arrêt progressif des remboursements... ) ont pu conduire à des périodes où il semblait plus difficile à trouver et à des prix plus élevés.

« *Certains continuent cependant à faire "la tournée des médecins" pour une prescription et les revendre : "Les mecs si ils vendent pas, ils mangent pas, c'est leur seul revenu" (intervenant CAARUD)*

« *Des fois quand c'est la dech, le cachet ils le font à 10* » (usager)

Plusieurs usagers ont évoqué des achats en rue de seringues « toutes prêtes » contenant du Skénan, mais il n'a pas pu être vérifié qu'il s'agissait bien de ce produit.

Enfin, notons que quelques médecins de CSAPA ont pris l'initiative, en lien avec la CPAM, d'initier des protocoles de substitution au Skénan, mais cela ne concerne que très peu d'utilisateurs pour l'instant.

## **Autres médicaments :**

### ***Tramadol***

L'évocation du Tramadol est plusieurs fois revenue dans le focus groupe sanitaire en rapport avec des jeunes usagers rencontrés en CJC, ou sur des temps de prévention en collège/lycée, et des mésusages de prescription à l'origine faites pour des règles douloureuses, des otites... La recherche d'un mieux-être de l'adolescent vient ici rencontrer l'efficacité d'un produit réputé sans danger puisque issu de l'industrie pharmaceutique.

Des migrants faisant usage de Tramadol en Afrique peuvent également en chercher une fois arrivés en France, et quelques reventes de rue ont été observées

### ***Méthylphénidate***

Est vu détourné chez quelques étudiants. Et demandé par des personnes sur des consultations PASS, qui indiquent des achats de rue.

### ***Protoxyde d'azote***

Est bien présent en espace festif, étudiants et autres, et très anecdotiquement usage quotidiens en grosse consommation (150/200 cartouches /jour), vus en CSAPA et en médecine générale.

## **Nouveaux produits de synthèse**

### ***3MMC***

Nous avons développé les points principaux concernant la 3MMC plus haut dans la partie chemsex, la régularité de son usage dans ce contexte, et la nouveauté de son apparition en deal de rue. Il semble également qu'elle ait été plus souvent présente cette année en espace festif généraliste mais non revendue sur place, et également épisodiquement citée dans les consultations jeunes consommateurs, sans que ceux-ci n'aient de lien avec l'espace festif gay nécessairement.

## **Cannabinoïdes**

Cette année encore, les usagers de cannabinoïdes de synthèse ne sont pas rencontrés dans le cadre des espaces festifs investigués par le dispositif TREND, et semblent ainsi se limiter à des temps privés (hors festif extérieur) pour des usagers aux motivations plus proches de l'expérimentation occasionnelle et /ou du remplacement momentané du cannabis naturel en vue du risque de contrôle judiciaire (routier, sanction, etc.).

## **Autres produits**

**La psilocybine, le 2Cb et la DMT** sont également cités en espaces festifs alternatifs, mais relativement peu accessibles, plutôt réduits à des cercles de connaisseurs ayant l'habitude de consommer des produits hallucinogènes plus classiques (LSD, kétamine). Ils restent des produits peu chers en rapport avec la durée des effets (plusieurs heures, pour une dose à environ 5/10 euros) comme l'ensemble des hallucinogènes. Ils semblent généralement obtenus via le Darknet, pour la psilocybine de synthèse et le 2Cb.

Notons enfin que 2018 a vu l'ouverture de plusieurs boutiques de **produits à base de CBD**, et que ce produit, sous forme d'herbe notamment, a pu faire l'objet de nombreuses interrogations de la part de jeunes en CJC, mais également être consommé par des usagers des espaces festifs habitués à consommer du cannabis, et qui avaient déjà pris l'habitude d'en ramener de Suisse (cannabis dosé à moins de 2 % de THC). Les clients des boutiques lyonnaises, selon certains témoignages, semblent également être des personnes qui pour certaines ne sont pas consommatrices de cannabis par ailleurs, et viennent, par curiosité, tester un produit pour sa réputation aux divers effets bénéfiques (contre l'anxiété, la douleur, les troubles du sommeil). Nous enquêterons plus précisément sur ces motivations à l'usage de CBD sur l'année 2019.

## Point sur les analyses SINTES et CCM

*Rappel : les échantillons collectés via SINTES l'étant pour des raisons d'effets indésirables ou de suspicion de molécules inattendues, ils se sont pas représentatifs des teneurs des produits en circulation sur la région.*

*Les seules données au niveau nationale indicatives sont celles effectuées par les services de police sur les saisies, mais qui ne mesurent donc pas la concentration du produit au dernier stade de sa circulation puisqu'il peut potentiellement encore être « coupé »). Signalons pour information et points de repères que les teneurs mesurées au niveau national sur les saisies de 2018 sont de :*

*66% pour la cocaïne (62% dans les saisies de moins de 10g)*

*16% pour l'héroïne (15,5 lorsque saisie inférieure à 10g)*

*de 26% pour la résine de cannabis et de 11,2% pour l'herbe.*

Une trentaine d'analyses SINTES ont été réalisées en 2018 sur la région, majoritairement des cocaïnes collectées pour des effets indésirables et qui se sont toutes révélées être fortement dosées (une dizaine entre 70 et 95%), de même que les résines de cannabis analysées (32 et 33%), et les amphétamines (78 et 68 %).

A noter également la présence d'ocfentanyl dans une héroïne achetée sur le Darknet.

Concernant les NPS, des molécules inattendues sont apparues, comme de l'ethcathinone ou de l'éphedrine à la place de la 3MMC, du N-éthylcathinone à la place de la 4MMC ou encore cette même poudre (N-éthylcathinone ) donnée à un usager sur le marché de rue et présentée comme un opiacé, et de la MDPHP à la place de la 4MEC.

Enfin du soit disant krokodil collecté sur Grenoble s'est révélé être de la mitragynine (kratom)

**Le laboratoire régional d'analyse par CCM** a réalisé environ 70 analyses, qui ne permettent évidemment pas non plus de déduire la composition moyenne des produits en circulation, mais qui nous intéressent en ce qu'elles indiquent en partie les produits et le type d'usage qui conduisent les usagers au désir de faire analyser leurs produits : majoritairement ceux des espaces festifs, consommant MDMA/ecstasy, kétamine et amphétamine, parfois cocaïne, produits qui représentent la grande majorité des analyses. Il est également intéressant de constater que ceux-ci sont quasi exclusivement conformes à l'attendu, avec des produits de coupe plutôt classiques (principalement la caféine), contrairement aux NPS analysés qui dans 3 cas sur 6 n'ont pas révélé le produit attendu.

Si le laboratoire CCM analyse souvent des ecstasys mais ne peut les quantifier, c'est l'inverse pour le dispositif SINTES dont le cadre de collecte mène rarement à l'analyse de ce produit, ce qui nous semble dommage alors que l'on a connaissance de cachets fortement dosés en

circulation (cf. saisies d'ecstasy sur Grenoble dosés entre 151 et 231 mg de MDMA, mais sans savoir si ces comprimés ont circulé ou non dans la région)

Il semble que cela ne soit pas un motif alertant pour les usagers, que l'expérience ne conduise pas suffisamment systématiquement à une volonté d'analyse du produit, ou que le dispositif SINTES soit trop peu connu pour répondre à ces demandes éventuelles.

## Points spécifiques sur les troubles liés aux consommations et difficultés de prises en charge

- Les participants du groupe focus sanitaire ont particulièrement mis l'accent cette année sur les troubles liés à l'usage d'alcool et de cocaïne (cf partie cocaïne), troubles neurologiques mais pas uniquement :

*« l'alcool probablement mais les associations de produits aussi, beaucoup de troubles neuro-cognitifs. Donc, y a de plus en plus de gens qui sont assez... déficitaires on va dire, au niveau cognitif, très abîmés »*

*« pis voilà, des états somatiques assez préoccupants globalement. Beaucoup de polyopathologies, des découvertes de cancers, d'hépatites, des artérites, des AVC, des infarctus, des diabètes... beaucoup »*

- Des difficultés psychiatriques sont également rapportées, pas nécessairement en lien avec les consommations mais que celles-ci peuvent venir révéler ou amplifier (crises chez des patients suivis en psychiatrie après consommation de cannabis fortement dosé par ex, cf analyse SINTES), et qui peuvent mettre en difficultés les praticiens dans leur accompagnement.

*« Toujours au niveau psychiatrique, on a de plus en plus, depuis quelques années, au niveau de la CJC, des situations de jeunes consommateurs de cannabis où, en fait, la problématique est marquée beaucoup plus par l'entrée dans la psychose que par les consommations de cannabis en elles-mêmes. Avec des grosses difficultés d'orientation de ces personnes-là, avec un secteur psychiatrique qui est bien débordé, bien en difficulté, et qui renvoie la balle sur l'addicto, »*

Des difficultés dans l'orientation des très jeunes consommateurs se font également sentir, notamment lorsque, âgés de moins de 16 ans, il n'est pas toujours possible de les accompagner en CJC, ou alors qu'ils se retrouvent orientés vers les CSAPA dès qu'il y a usage de cocaïne faisant perdre la spécificité « jeunes consommateurs » de l'accompagnement, et du fait que les ELSA ne vont pas en pédopsychiatrie ceux jeunes usagers avec troubles psychiatriques n'y ont pas d'accompagnement spécifiques « addicto » dans le cadre de leur prise en charge hospitalières.

- La méconnaissance des usagers quant aux différents risques, somatiques ou psychiques (notamment pour le cannabis, cf. plus haut sur la banalisation), est également pointée par les participants.

*« Alors moi, j'ai été assez... pareil, assez étonnée de voir le manque de connaissances manifeste qu'ils peuvent avoir sur une overdose en général. Peu importe... y en a qui ont une trajectoire dans les produits opiacés de 10, 20, 30 ans – que ce soient des sniffeurs ou des injecteurs – très peu savent reconnaître, en fait, une overdose. Très peu peuvent dire qu'ils*

*ont fait une overdose, alors qu'ils en ont tous fait, en fait, quand on creuse un peu. On a l'impression, dans l'interrogatoire, quand on leur demande s'ils ont piqué du nez, ils disent « Ah ben, oui oui, j'pique du nez tout le temps, en fait ! » « Ah... d'accord... [rires] vous faites tout le temps des overdoses en fait ! » Et ils savent pas les reconnaître. Et ils savent pas les repérer. Ils savent pas ce que sont les symptômes, ils savent pas la conduite à tenir, euh... j'ai été... ouais, j'ai été assez surprise de... du manque de connaissances. Par contre, ils sont hyper-preneurs d'informations et de... et de renseignements à ce niveau-là. »*

Méconnaissance également sur les risques de mélange de dépresseurs, en particulier méthadone et alcool, chez des usagers de CSAPA, de CAARUD ou rencontrés ailleurs. Notons à ce sujet le décès d'un jeune vivant en squat, suite à ce mélange, à l'automne 2018.

Quand ils ont notion du risque de surdose, les usagers confondent parfois les risques entre les produits, ce que les intervenants ont pu constater notamment à l'occasion de discussions autour de la délivrance de Nalscue, les usagers étant nombreux à penser que ce produit fonctionne pour les surdoses de cocaïne.

Les conséquences d'usage liées au Chemsex n'ont pas été particulièrement développées cette année, laissant à penser qu'elles n'ont pas particulièrement évoluées, ni même celles concernant la prise en charge par les urgences de jeunes ou moins jeunes consommateurs à la suite de consommation en soirée (un peu d'hallucinogène et de kétamine)

Enfin, à la marge de ces questions, mentionnons le fait que plusieurs médecins de CSAPA ont fait état de l'omniprésence des antécédents de violences sexuelles chez femmes prises en charge pour des problématiques addictives.

*« On a remarqué – ce que tu disais aussi tout à l'heure – la prévalence absolument hallucinante des violences sexuelles, en particulier dans l'enfance.... c'est pas 100% mais c'est pas beaucoup moins de 90%, quoi. Probablement. Et, une sur-représentation chez les hommes aussi. D'antécédents d'abus sexuels. »(focus sanitaire)*